

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IMPACT DES POLITIQUES SOCIALES FAMILIALES DU QUÉBEC ET
DU CANADA SUR LES ÉCARTS DE BIEN-ÊTRE MESURÉS PAR LA
CONSOMMATION

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR
JUSTINE BROUILLETTE

JANVIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier profondément mon directeur de recherche, M. Pierre Lefebvre, ainsi que mon co-directeur, M. Philip Merrigan, pour leur aide, disponibilité, patience, et soutien tout au long de la rédaction de ce mémoire. Je remercie également tout le corps professoral et administratif du département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour avoir fait de mon parcours universitaire une expérience enrichissante.

Par la même occasion, je tiens à remercier le personnel et les responsables du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS) pour leur soutien financier et pour leur collaboration concernant l'accès aux micro-données de l'EDM.

Je remercie tous mes collègues du Département des sciences économiques de l'UQAM, et particulièrement mon ami Pierre-Yves Maillot, pour l'entraide, le partage d'idées et de connaissances et pour leur soutien constant au cours des deux dernières années.

Enfin, je remercie mes parents, Danielle et Donald, de m'avoir soutenue et encouragée tout au long de mes études. Je ne saurais exprimer suffisamment ma gratitude pour votre présence lors de moments difficiles et pour votre foi inébranlable en mes capacités.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
REVUE DES TRAVAUX DE RECHERCHE	8
CHAPITRE II	
POLITIQUES FAMILIALES QUÉBÉCOISES	16
2.1 Le Soutien aux enfants	16
2.2 La Prime au travail	18
2.3 Les services de garde à contribution réduite	21
2.4 Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)	21
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE	24
3.1 Les données (EDM)	24
3.2 Les variables	25
3.3 Les échantillons	26
3.3.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge	27
3.3.2 Les ménages composés de couples avec enfants à charge	28
3.4 Estimations	29
3.4.1 Régression par MCO	30
3.4.2 Régression quantile	32
CHAPITRE IV	
ANALYSE DESCRIPTIVE	34
4.1 Évolution de la consommation 1997-2009	34
4.1.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge	35
4.1.2 Les ménages composés de couples avec enfants	39

CHAPITRE V	
RÉSULTATS	46
5.1 Estimations par MCO	46
5.1.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge	46
5.1.1.1 Résultats pour la consommation totale et les postes de dépenses	46
5.1.1.2 Changements dans les habitudes de consommation . . .	48
5.1.1.3 Résultats pour les biens durables	49
5.1.2 Les ménages composés de couples avec enfants à charge	51
5.1.2.1 Résultats pour la consommation totale et les postes de dépenses	51
5.1.2.2 Changements dans les habitudes de consommation . . .	53
5.1.2.3 Résultats pour les biens durables	55
5.2 Régression quantile	57
5.2.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge	57
5.2.2 Les ménages composés de couples avec enfants à charge	58
CONCLUSION	70
APPENDICE A	
STATISTIQUES DESCRIPTIVES DES VARIABLES UTILISÉES DANS LES RÉGRESSIONS ET DESCRIPTION DES ÉCHANTILLONS	73
RÉFÉRENCES	84

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Résultats des auteurs Meyer et Sullivan. 2011.	10
2.1 Comparaison du Soutien aux enfants par rapport au programme avant 2005. Couples avec deux enfants. 2005.	17
2.2 Soutien aux enfants selon le revenu familial. Couples avec deux enfants. 2005.	17
4.1 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales ayant un enfant de 0-17 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	36
4.2 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales ayant un enfant de 0-5 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	37
4.3 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales ayant un enfant de 0-10 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	37
4.4 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au 25ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	38
4.5 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au 50ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	39
4.6 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au 75ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	39
4.7 Consommation équivalente des ménages composés de couples ayant un enfant de 0-17 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009. . .	40
4.8 Consommation équivalente des ménages composés de couples ayant un enfant de 0-5 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009. . . .	41
4.9 Consommation équivalente des ménages composés de couples ayant un enfant de 6-12 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009. . .	41

4.10	Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants au 25ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	44
4.11	Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants à la médiane, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	44
4.12	Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants au 75ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	45
4.13	Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants au 90ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	45

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Paramètres du PSE. 2005-2011.	18
2.2 Comparaison de l'admissibilité entre les programmes APPORT et la Prime au travail. 2005.	19
2.3 Principaux paramètres de la Prime au travail. 2005-2010.	20
2.4 Principaux paramètres du RQAP et de l'Assurance-Emploi. 2006. . . .	23
3.1 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	28
3.2 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.	29
3.3 Variables utilisées dans les régressions et description.	31
3.4 Variables utilisées dans les régressions et description.	33
5.1 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(1)	61
5.2 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(2)	62
5.3 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, en ratio, selon groupes d'âge. (k = part de dépenses)	63
5.4 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, selon groupes d'âge. (k = biens durables)	64
5.5 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(1) .	65

5.6	Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(2)	66
5.7	Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, en ratio, selon groupes d'âge. (k = part de dépenses)	67
5.8	Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, selon groupes d'âge. (k = biens durables)	68
5.9	Régression quantile (05-09)-(97-04), selon percentiles de consommation. Estimation de β_3 dans l'équation (3.2) pour les échantillons représentant les ménages composés de mères monoparentales avec enfants et de couples avec enfants.	69
A.1	Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2000.	73
A.2	Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2001-2004.	73
A.3	Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2005-2009.	74
A.4	Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2000.	74
A.5	Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2001-2004.	75
A.6	Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2005-2009.	75
A.7	Moyenne des variables de contrôle utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.	76
A.8	Moyenne des variables biens durables utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.	77
A.9	Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (1)	78

A.10 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (2)	79
A.11 Moyenne des variables de contrôle utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.	80
A.12 Moyenne des variables biens durables utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.	81
A.13 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (1)	82
A.14 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (2)	83

RÉSUMÉ

En 1997, le gouvernement du Québec élabore une politique sociale pour les familles qui s'avère unique au Canada, soient les services de garde à contribution réduite. Quelques années plus tard, il bonifie sa politique familiale en appliquant différentes réformes. Depuis, le Québec montre la politique familiale la plus généreuse au Canada. Cette nouvelle politique comporte trois initiatives majeures : le Soutien aux enfants et la Prime au travail, l'augmentation de places en service de garde à contribution réduite et le nouveau Régime québécois d'assurance parentale. L'un des principaux objectifs de ces récentes bonifications est la lutte à la pauvreté. Le présent mémoire a donc pour but d'estimer l'impact de ces réformes sur le bien-être des ménages à faible revenu du Québec. Pour l'étude, deux types de ménages ont été ciblés, soient les ménages composés de mères monoparentales avec enfants ainsi que les jeunes familles avec enfants. Aussi, s'appuyant sur une littérature grandissante favorisant les mesures basées sur la consommation afin d'évaluer le bien-être des moins nantis, le mémoire estime, selon l'approche de la différence-en-différences, l'impact des réformes sur la consommation de ces deux types de ménages. Enfin, le mémoire utilise les micro-données de 1997 à 2009 provenant de l'Enquête sur les dépenses des ménages produite par Statistique Canada. Nos résultats démontrent que la nouvelle politique familiale du Québec agit positivement sur le niveau de vie et la consommation de nos deux groupes cibles, surtout lorsqu'ils ont de jeunes enfants à charge. Pour les ménages composés de mères monoparentales avec enfants, le niveau de consommation rattrape celui des mères monoparentales avec enfants du reste du Canada à tous les niveaux de la distribution. Pour les couples avec enfants, la hausse de la consommation liée aux changements apportés à la politique familiale concerne surtout ceux se situant autour du 25ème percentile de la distribution.

Bien que la recherche et les analyses soient fondées sur les données de Statistique Canada, les opinions exprimées ne représentent pas celles de Statistique Canada.

MOT-CLÉS : politique familiale, mesures de bien-être, pauvreté, consommation, familles à faible revenu.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies déjà, les différentes instances gouvernementales à travers le monde étudient et élaborent des politiques sociales et familiales afin d'améliorer le bien-être de la société, tout en assurant une croissance économique et un meilleur développement. La lutte à la pauvreté est un enjeu mondial majeur, faisant majoritairement partie des motivations encourageant l'élaboration de telles politiques. La pauvreté peut être absolue ou relative. Aussi, sa signification peut changer de façon importante dépendamment de où nous nous situons sur le globe. Sa définition la plus courante caractérise la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources matérielles suffisantes afin de vivre dignement dans une société et son contexte. Pour les pays pauvres, on peut parler d'un individu qui ne peut avoir accès à l'eau potable, à un logement, à de la nourriture, etc. Par ailleurs, le seuil de pauvreté officiel fixé par l'ONU est de 1,25 dollar par jour. Pour les pays riches, la pauvreté est généralement définie par rapport au revenu médian du pays en question. Elle est également caractérisée par un manque de ressources matérielles, mais intangibles aussi. Par exemple, l'accès à l'éducation ou à un développement personnel valorisant.

Par contre, tous s'entendent sur le fait que les conséquences de la pauvreté sont nuisibles. Les répercussions de la pauvreté de court ou de long terme sont très coûteuses pour les gouvernements et ralentissent la croissance ainsi que le développement économique. D'abord, la maladie n'est non seulement une cause, mais aussi un effet de la pauvreté. En conséquence, les ressources de l'état consacrées à la santé publique s'en trouvent augmentées. Ensuite, les coûts liés à l'itinérance, à la justice pénale et à la criminalité sont très importants. De plus, le décrochage scolaire, étant fréquent chez les jeunes provenant de milieux défavorisés, nuit au développement de ceux-ci. Ainsi, ces individus contribuent moins à l'économie, et s'ensuit des problèmes de chômage et de sous-emploi.

Au Canada, plus précisément au Québec, la mise en place graduelle d'un filet social et d'une politique familiale fut entamée sérieusement à partir des années 1960. Depuis, la politique familiale a évolué et s'est modifiée afin de répondre au contexte de son époque, ainsi que de trouver un équilibre entre l'aide financière et la prestation de services.

Maintenant, depuis le début des années 2000, le gouvernement du Québec a appliqué différentes réformes en ce qui concerne ses politiques familiales, alors que le gouvernement fédéral augmentait les prestations fiscales pour enfants (incluant le programme pour les services de garde). Ces initiatives ont été planifiées et mises en place afin de poursuivre différents objectifs tels que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, une meilleure conciliation travail-famille en ciblant le marché du travail pour les femmes, ainsi que le redressement de la courbe démographique québécoise pour en nommer quelques-uns. Suite à l'entrée en vigueur de ces nouvelles politiques, le Québec s'affiche comme ayant la politique familiale la plus généreuse au Canada et montre un classement enviable à cet égard parmi les pays de l'OCDE (Ministère des Finances du Québec, 2009). Trois initiatives majeures entreprises par le gouvernement expliquent ce nouveau bilan pour le Québec : le Soutien aux enfants et la prime au travail, l'augmentation de places en service de garde à contribution réduite, ainsi que la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale. En 2009, les familles québécoises ont reçu au total une aide de 10 milliards de dollars de la part du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral, ce qui correspond à une augmentation de 58 % depuis 2003 (Ministère des Finances du Québec, 2009).

Ces réformes semblent déjà montrer des résultats favorables face aux objectifs du gouvernement. Entre 2005 et 2009, le taux de naissance a augmenté de 18,3 % au Québec. Aussi, le taux d'emploi des femmes âgées entre 25 et 44 ans atteint maintenant les 80 %. De plus, la politique familiale québécoise, étant plus généreuse pour les familles à faible revenu, semble agir positivement sur la lutte contre la pauvreté. En 2006, le taux de faible revenu des enfants au Québec, calculé par la mesure du panier de consommation, était de 9,4 % comparativement à 14,4 % pour le Canada (Statistique Canada, 2008).

Par ailleurs, sur la base du seuil de faible revenu de Statistique Canada, fondé sur le revenu après impôt, base de 1992, on observe de 2001 à 2011 une baisse importante de personnes vivant dans des familles à faible revenu tant au Canada que dans les provinces (Statistique Canada, 2011). D'une part, pour le Canada, le pourcentage des personnes vivant sous ce seuil est passé de 11,2 % à 8,8 % en 2011. D'autre part, pour le Québec, ce taux a diminué de 13,8 % à 9,5 % au cours de la même période. Aussi, le taux de personnes vivant dans des familles à faible revenu montre également une baisse entre 2001 et 2011 lorsqu'on utilise les seuils calculés à partir du revenu avant impôt, ainsi que la mesure du panier de consommation. Cependant, l'ampleur de cette diminution varie entre les différentes mesures.

Les différents seuils et mesures proposés par Statistique Canada dressent un portrait et des tendances de long terme similaires de l'évolution de la pauvreté. Par contre, à court terme, ces taux évoluent dans des amplitudes différentes, et parfois même en sens opposé. Par exemple, tout dépendamment la mesure que l'on utilise, soit le seuil de faible revenu après impôt (SFR), la mesure de faible revenu après impôt (MFR) ou la mesure du panier de consommation, le taux de faible revenu au Québec passe de 9,5 % à 14 % pour l'année 2011 (Statistique Canada, 2011). Donc, ces statistiques sont avant tout des indicateurs plutôt que de réelles mesures de pauvreté. Aussi, malgré qu'elles soient très utiles, elles comportent toutes certaines faiblesses.

D'abord, le seuil de faible revenu (SFR) ayant été largement critiqué dans le passé, n'est produit qu'au Canada et ne peut donc être comparé avec d'autres pays, en plus d'être difficilement comparable entre provinces. L'explication est que le SFR est calculé selon différentes tailles de communautés et de familles, mais l'ajustement du coût de la vie selon les régions et les provinces n'entre pas dans le calcul de ces seuils. Aussi, il comporte plusieurs composantes choisies arbitrairement. Ensuite, la mesure de faible revenu (MFR) relève strictement du revenu monétaire. Elle ne tient pas compte de l'accès gratuit à différents services dont peuvent profiter les familles à faible revenu ou autres cadeaux et transferts. Finalement, la mesure du panier de consommation propose un panier de biens et services ayant été conçu selon les besoins d'une famille

regroupant deux adultes et deux enfants. Ainsi, cette mesure s'avère moins pertinente lorsque l'on s'intéresse à d'autres types de familles, bien qu'une échelle d'équivalence soit utilisée afin de déterminer les seuils de faible revenu selon la MPC pour ceux-ci. Aussi, les données recueillies pour la composition du panier restent relatives. De plus, les changements concernant la composition du panier et l'ajustement du prix de certains biens et services entre régions se font très lentement.

En outre, les statistiques publiées par Statistique Canada sur le faible revenu s'intéressent d'abord et avant tout aux personnes. Certes, ces personnes peuvent être regroupées selon le type d'unité familiale dans laquelle elles évoluent. Par contre, les statistiques disponibles concernent les personnes plutôt que les familles et leur catégorisation ne permet pas de dresser un portrait très précis du taux de faible revenu chez les différents types de ménages.

D'autre part, des statistiques publiées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), calculées à partir de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) et de l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) produites par Statistique Canada, offrent un portrait multidimensionnel de la pauvreté au Québec (Institut de la statistique du Québec, 2011). Si l'on regarde cette fois l'évolution du taux de faible revenu, calculé spécialement pour les différents types de ménages, le bilan semble moins positif. D'abord, le taux de faible revenu pour toutes les familles vivant au Québec, calculé à partir de la mesure de faible revenu après impôt, atteint 15 % en 2011, tandis qu'il se situait à 13,8 % en 2001. De plus, si l'on cible les familles monoparentales, le taux de faible revenu, toujours calculé selon la MFR après impôt, grimpe à 27,2 % pour l'année 2011 et à 30,3 % si le chef de famille s'avère être une femme. Donc, des problèmes de pauvreté persistent au Québec et au Canada et certains types de ménages sont beaucoup plus à risque que d'autres. Aussi, on remarque qu'il existe des écarts considérables entre l'évolution du taux de faible revenu calculé par les différentes mesures proposées par Statistique Canada, et surtout lorsque l'on regarde les changements à court terme. En conséquence, le choix de la mesure utilisée lorsque l'on s'intéresse à l'évolution de la pauvreté et au bien-être des moins nantis semble déterminant pour les tendances et les

statistiques que l'on obtient.

Différentes études ont récemment tenté d'évaluer les mérites et la fiabilité des mesures de pauvreté basées sur le revenu en comparaison avec celles basées sur la consommation.

Depuis le début des années 2000, les auteurs Bruce D. Meyer et James X. Sullivan ont publié une série d'articles s'intéressant au bien-être des personnes à faible revenu ainsi qu'aux écarts dans les tendances de pauvreté obtenus lorsqu'elles sont calculées à partir de mesures basées sur le revenu ou sur la consommation. Ces auteurs démontrent, à partir de données américaines, que la pauvreté mesurée à partir de données recueillies sur le revenu et sur la consommation évolue de façon différente, et même en sens opposé pour certaines périodes et échantillons (Meyer et Sullivan, 2011). Le même exercice a récemment été répété avec des données canadiennes (Brzozowski et Crossley, 2011). Les résultats sont semblables malgré que les écarts obtenus par les différentes mesures soient plus faibles. Différentes explications possibles ont été envisagées et analysées par les auteurs afin de comprendre ces écarts de bien-être qui se retrouvent généralement au bas de la distribution. Dans leurs conclusions, l'explication majeure reste une sous-déclaration des revenus communiqués par les répondants aux différentes enquêtes sur le revenu, majoritairement en ce qui concerne les transferts gouvernementaux qui s'avèrent représenter une part importante du revenu des personnes montrant un faible niveau de vie. Meyer et Sullivan argumentent donc que les mesures construites à partir de données recueillies sur la consommation sont plus justes et devraient être priorisées lorsque l'on s'intéresse à évaluer le bien-être des moins nantis.

Outre la fiabilité des données et de la mesure, utiliser la consommation afin d'analyser le bien-être des personnes à faible revenu offre différents avantages. D'abord, en plus d'être liée directement au niveau de vie actuel du ménage, la consommation courante peut être divisée en de multiples catégories. Ainsi, il est possible d'observer l'évolution des habitudes de consommation, qui diffèrent généralement d'un type de ménage à l'autre et qui est fortement liée au niveau de vie de celui-ci. Aussi, différents indices de prix peuvent être utilisés pour la construction des variables selon les catégories de biens.

De plus, certains biens et services peuvent être ciblés lors de l'analyse, tels que les biens durables ou les biens liés de plus près au bien-être du ménage et de leurs enfants.

Ce mémoire a donc pour but d'évaluer l'impact des récentes réformes majeures apportées à la politique familiale au Québec sur la lutte à la pauvreté, en exploitant une mesure qui s'avère être plus juste, fiable et adéquate. Donc, comparativement aux nombreuses études qui utilisent généralement le revenu ou s'attardent plutôt aux répercussions sur le marché du travail, ce mémoire analyse les dépenses en consommation afin de déterminer si la politique familiale québécoise atteint réellement ses objectifs en matière de pauvreté et d'aide aux familles à faible revenu, ainsi qu'en comparant la performance du Québec aux autres provinces canadiennes. Vraisemblablement, cette analyse sera la première au Canada à utiliser une mesure basée sur les dépenses en consommation, afin d'étudier l'évolution du bien-être des ménages à faible revenu du Québec et du reste du Canada.

Plus précisément, à partir des données de l'enquête de Statistique Canada sur les dépenses des ménages (EDM) de 1997 à 2009, ce mémoire analyse l'évolution du bien-être des familles à faible revenu au Québec, en comparaison avec celles des autres provinces canadiennes, suite aux changements apportés à la politique familiale québécoise. Pour ce faire, deux types de ménages ont été ciblés : les couples avec enfants et les ménages composés de mères monoparentales avec enfants. Pour l'analyse, ces deux échantillons sont subdivisés selon l'âge du plus jeune enfant à charge. Donc, par l'approche de la différence-en-différences (DD), nous étudions l'impact de la mise en place de nouvelles politiques sur la consommation totale équivalente, les habitudes de dépenses en consommation, ainsi que la propriété de biens durables. Aussi, toujours selon l'approche (DD), nous analysons l'effet des réformes sur la consommation à différents niveaux de la distribution, par une régression quantile.

Selon les résultats obtenus, la nouvelle politique familiale québécoise semble avoir encouragé une hausse de la consommation et du niveau de vie chez nos deux groupes cibles, surtout lorsqu'ils ont de jeunes enfants à charge. Pour les ménages composés de mères monoparentales avec enfants du Québec, l'impact des récentes réformes peut être

observé à tous les niveaux de la distribution. En conséquence, on remarque un rattrapage avec le niveau de consommation des mères monoparentales avec enfants des autres provinces canadiennes. Pour les couples avec enfants du Québec, la hausse de la consommation, due aux changements apportés à la politique familiale, semble concentrée au bas de la distribution. À partir de la médiane, un écart persiste entre le niveau de vie des couples avec enfants du Québec comparativement à ceux du reste du Canada.

La suite de ce mémoire est organisée comme suit : le premier chapitre présente une revue des travaux de recherche s'intéressant aux impacts des politiques sociales sur le bien-être des moins nantis, ainsi que certaines études analysant les différentes mesures de pauvreté. Le chapitre 2 introduit les différentes politiques familiales québécoises à l'étude. Le chapitre 3 présente les données, les échantillons retenus, les variables construites, ainsi que les modèles et les approches utilisées. Ensuite, une analyse descriptive montrant l'évolution de la consommation des deux échantillons retenus pour la période 1997-2009, selon l'âge du plus jeune enfant à charge et par percentile de la distribution est présentée au chapitre 4. Finalement, au chapitre 5, les résultats sont présentés et analysés avant de conclure.

CHAPITRE I

REVUE DES TRAVAUX DE RECHERCHE

L'évolution de la pauvreté et des inégalités sociales de bien-être sont des bons indices pour juger de l'efficacité d'un système économique et des politiques gouvernementales. Néanmoins, il existe différentes mesures de la pauvreté et du bien-être matériel (p. ex. taux de faible revenu, pauvreté selon le panier de consommation), toutes tentant d'évaluer le bien-être des moins nantis, ainsi que les écarts de bien-être. Certaines d'entre elles sont basées sur le revenu des ménages (avant ou après impôts) tandis que d'autres peuvent être construites à partir des dépenses en consommation. Il n'y a pas de consensus sur le fait qu'utiliser une mesure ou l'autre est préférable pour établir des tendances dans les inégalités de bien-être (Meyer et Sullivan, 2009). Par contre, les niveaux et les tendances obtenus à partir des mesures de consommation et des mesures de revenu sont différents. En fait, certains argumentent que la pauvreté/inégalité mesurée par la consommation permettrait de mieux cibler les ménages/familles qui devraient être soutenus par les politiques publiques (Meyer et Sullivan 2003, 2008, 2009, 2011).

Dans cette série de publications, Meyer et Sullivan se sont intéressés aux écarts dans les tendances de bien-être obtenus à partir de données recueillies sur le revenu et sur la consommation. Afin d'expliquer ces écarts et de déterminer quelle mesure devrait être priorisée, leurs divers articles analysent la fiabilité des données provenant de différentes enquêtes, ainsi que les mérites associés aux mesures construites à partir des revenus déclarés ou des dépenses en consommation.

Dans l'une de leurs plus récentes publications, ces auteurs utilisent des données américaines provenant du Consumer Expenditure Survey (CE), du Current Population Survey (CPS) et du Panel Study of Income Dynamics (PSID) afin d'analyser et de comparer l'évolution du revenu et de la consommation chez différents types de familles, toutes montrant de faibles revenus, pour la période 1993 à 2003 (Meyer et Sullivan, 2011). Selon leurs estimations, les écarts les plus importants dans les tendances obtenues concernent les mères monoparentales faisant partie des premiers déciles de la distribution. Plus précisément, au cours des années 1990, les résultats montrent une diminution de revenu pour les mères monoparentales du premier décile de la distribution, tandis que la consommation augmente modérément. Les résultats des auteurs sont présentés à la figure 1.1.

Meyer et Sullivan considèrent de multiples explications possibles pour les écarts et les résultats contradictoires qu'ils obtiennent. Premièrement, une surestimation des dépenses en consommation déclarées par les répondants aux enquêtes. Deuxièmement, des taux de non-réponse et d'imputation élevés dans le Consumer Expenditure Survey (CE). Finalement, le lissage de la consommation chez les ménages, malgré que ce phénomène concerne moins les familles à faible revenu. Par contre, il s'avère que les taux d'imputation et les taux de non-réponse sont similaires et même plus élevés dans le Current Population Survey (CPS) que dans le Consumer Expenditure Survey (CE). De plus, il semble que les données sur la consommation recueillies dans le CE concordent avec les agrégats nationaux ou sont légèrement plus faibles, écartant du même fait la possibilité d'une surestimation des dépenses en consommation. Au final, les auteurs expliquent ces écarts par une sous-déclaration importante des revenus dévoilés par les répondants aux différentes enquêtes, surtout en ce qui concerne les transferts pour les ménages se retrouvant au bas de la distribution.

Suite à leurs analyses, Meyer et Sullivan argumentent donc que les mesures basées sur la consommation devraient être priorisées lorsqu'on s'intéresse à estimer le bien-être des moins nantis. D'abord, les données disponibles sur les dépenses sont généralement plus fiables. Aussi, puisque la consommation s'avère plus stable que le revenu, elle est ainsi plus prévisible. En conséquence, la taille des échantillons sur la base de la consommation

Figure 1.1 Résultats des auteurs Meyer et Sullivan, 2011.

TABLE 1
Changes in quantiles of consumption and income for single mothers or single mothers relative to a comparison group, Consumer Expenditure Survey, 1993–2003

	Single mothers				Single mothers relative to single childless women		Single mothers relative to married mothers	
	Consumption		Income		Consumption	Income	Consumption	Income
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Quantile regression:								
5th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.062 (0.032)	0.061 (0.030)	–0.159 (0.086)	–0.092 (0.083)	0.027 (0.053)	–0.065 (0.145)	0.013 (0.037)	–0.230 (0.098)
(2001-03)–(1993-95)	0.111 (0.030)	0.070 (0.032)	–0.144 (0.096)	–0.085 (0.101)	0.065 (0.058)	0.089 (0.176)	0.021 (0.041)	–0.284 (0.100)
10th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.077 (0.030)	0.060 (0.024)	–0.028 (0.060)	–0.003 (0.063)	0.052 (0.039)	0.011 (0.101)	0.036 (0.026)	–0.074 (0.060)
(2001-03)–(1993-95)	0.107 (0.030)	0.060 (0.024)	0.077 (0.070)	0.086 (0.061)	0.104 (0.047)	0.191 (0.097)	0.036 (0.028)	–0.070 (0.064)
15th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.075 (0.026)	0.075 (0.020)	0.066 (0.036)	0.077 (0.045)	0.048 (0.034)	0.040 (0.062)	0.044 (0.025)	–0.024 (0.047)
(2001-03)–(1993-95)	0.096 (0.026)	0.085 (0.021)	0.153 (0.055)	0.120 (0.051)	0.077 (0.037)	0.164 (0.069)	0.048 (0.025)	–0.024 (0.049)
20th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.062 (0.021)	0.080 (0.020)	0.125 (0.041)	0.079 (0.039)	0.054 (0.032)	0.078 (0.063)	0.058 (0.020)	0.010 (0.046)
(2001-03)–(1993-95)	0.073 (0.026)	0.083 (0.023)	0.240 (0.043)	0.162 (0.042)	0.071 (0.034)	0.212 (0.070)	0.058 (0.021)	0.030 (0.039)
25th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.062 (0.022)	0.069 (0.018)	0.148 (0.038)	0.099 (0.037)	0.048 (0.031)	0.053 (0.049)	0.053 (0.020)	0.037 (0.036)
(2001-03)–(1993-95)	0.079 (0.023)	0.072 (0.019)	0.274 (0.034)	0.177 (0.040)	0.060 (0.033)	0.158 (0.053)	0.051 (0.022)	0.053 (0.034)
30th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.071 (0.022)	0.071 (0.016)	0.183 (0.037)	0.103 (0.038)	0.057 (0.027)	0.054 (0.044)	0.059 (0.018)	0.028 (0.032)
(2001-03)–(1993-95)	0.080 (0.023)	0.070 (0.018)	0.282 (0.035)	0.157 (0.036)	0.067 (0.027)	0.167 (0.050)	0.059 (0.019)	0.035 (0.031)
35th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.080 (0.023)	0.075 (0.017)	0.193 (0.041)	0.098 (0.034)	0.049 (0.029)	0.063 (0.044)	0.052 (0.017)	0.039 (0.032)
(2001-03)–(1993-95)	0.082 (0.022)	0.073 (0.017)	0.289 (0.041)	0.148 (0.034)	0.053 (0.030)	0.158 (0.045)	0.056 (0.017)	0.028 (0.029)
40th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.086 (0.023)	0.071 (0.020)	0.168 (0.040)	0.099 (0.029)	0.040 (0.026)	0.073 (0.037)	0.052 (0.021)	0.045 (0.028)
(2001-03)–(1993-95)	0.095 (0.023)	0.060 (0.017)	0.241 (0.040)	0.140 (0.028)	0.038 (0.027)	0.159 (0.039)	0.037 (0.020)	0.030 (0.028)
45th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.080 (0.025)	0.061 (0.018)	0.132 (0.039)	0.097 (0.024)	0.043 (0.025)	0.068 (0.035)	0.064 (0.021)	0.041 (0.024)
(2001-03)–(1993-95)	0.086 (0.024)	0.047 (0.018)	0.199 (0.038)	0.133 (0.026)	0.036 (0.027)	0.140 (0.037)	0.040 (0.020)	0.016 (0.022)
50th percentile								
(1997-00)–(1993-95)	0.073 (0.025)	0.072 (0.015)	0.118 (0.034)	0.103 (0.023)	0.049 (0.026)	0.073 (0.033)	0.061 (0.021)	0.046 (0.026)
(2001-03)–(1993-95)	0.077 (0.023)	0.054 (0.018)	0.174 (0.031)	0.133 (0.024)	0.038 (0.025)	0.126 (0.033)	0.039 (0.021)	0.008 (0.028)

Source : Meyer et Sullivan, 2011.

est moins fragile et requiert moins d'observations. Finalement, le revenu peut être parfois difficilement mesurable comme dans le cas des travailleurs autonomes ou des revenus provenant du secteur informel.

Ensuite, motivés par les divers articles publiés par Meyer et Sullivan, Matthew Brzozowski et Thomas F. Crossley se sont également intéressés à la fiabilité des données recueillies sur le revenu et la consommation, mais cette fois pour le Canada (Brzozowski et Crossley, 2011). En comparant l'évolution et la qualité des données provenant du Survey of Labour and Income Dynamics (SLID), du Survey of Household Spending (SHS) et du Family Expenditure Survey (FAMEX), ces auteurs remarquent à leur tour des écarts dans les tendances de bien-être et de pauvreté, mais moins importants qu'aux États-Unis. Dans cette analyse, Brzozowski et Crossley affirment que les données canadiennes sont de meilleure qualité que celles disponibles pour les États-Unis. Après avoir comparé les données avec les différents comptes nationaux ainsi qu'avoir évalué les taux de réponse, la taille des échantillons et la précision des données, les auteurs identifient également un problème de sous-déclaration des revenus dans les différentes enquêtes. En conclusion, Brzozowski et Crossley énumèrent certaines faiblesses retrouvées dans ces enquêtes et pouvant être améliorées. Néanmoins, ils concluent que les données canadiennes sont de meilleure qualité que celles disponibles au États-Unis, ceci pouvant expliquer les écarts plus faibles qu'ils obtiennent dans les tendances de bien-être.

D'autres facteurs militent aussi en faveur de l'utilisation des mesures basées sur la consommation des ménages afin d'évaluer le bien-être de ceux-ci. D'abord, dans la théorie microéconomique, la consommation fait partie intégrante de la fonction d'utilité de l'agent représentant le fait que le bien-être du ménage est directement lié à sa consommation plutôt qu'à son revenu. En effet, la majeure partie du bien-être d'un ménage dépend de son niveau de vie qui correspond à sa consommation courante totale. Pour certains pays en développement, d'autres facteurs peuvent avoir un impact considérable sur le bien-être tels que la liberté, l'espérance de vie, etc. Par contre, tous sont reliés de près au niveau de consommation ou de revenu. Donc, la consommation courante totale, qui exclut l'épargne et certains paiements de taxes et d'assurances ne

procurant aucun bien-être direct au ménage, semble être la mesure représentant le plus fidèlement le niveau de vie de celui-ci.

Ensuite, les dépenses en consommation des ménages reflètent leur revenu de long terme (Deaton et Zaidi, 2002). Certainement, il est important de prendre en compte les contraintes de liquidités et de crédit qui existent surtout pour les familles et les personnes à faible revenu. Tout de même, la consommation s'avère souvent plus stable que le revenu puisque les ménages tentent de lisser celle-ci à travers le temps, soit en empruntant ou en épargnant. Cette réalité est d'autant plus vraie pour des sociétés où l'agriculture fait partie des principaux moteurs économiques (Deaton et Zaidi, 2002). Comme résultat, la consommation est plus lisse et beaucoup moins volatile, soit moins sensible aux fluctuations du revenu à court terme.

En conséquence, utiliser la consommation afin d'évaluer l'impact de politiques sociales sur le bien-être semble être de plus en plus valorisé, mais la littérature qui s'y rattache est assez courte puisque plutôt jeune. Une grande majorité d'études d'impacts de politiques sociales se concentrent plutôt sur l'évaluation des répercussions sur le marché du travail ou le taux d'emploi des mères par exemple ((Lefebvre et Merrigan, 2008), (Baker, Gruber et Milligan, 2008), (Lefebvre, Merrigan et Verstraete, 2009) et (Lefebvre, Merrigan et Roy-Desrosiers, 2012)). Tout de même, certaines études d'impacts utilisant la consommation existent, dont une canadienne s'intéressant au bien-être des aînés (Milligan, 2008).

Ensuite, le mémoire s'inspire fortement d'une étude élaborée au Royaume-Uni, analysant également les données sur les dépenses des ménages suite à l'élaboration de nouvelles politiques sociales visant les familles à faible revenu (Gregg, Waldfogel et Washbrook, 2005). Ces réformes s'étendent de 1998 au début des années 2000 et comportent plusieurs programmes et incitatifs visant à encourager une meilleure participation au marché du travail pour les femmes, ainsi qu'à réduire la pauvreté infantile. Comme méthodologie, l'étude utilise une triple différence. Les moins nantis représentent le tiers de l'échantillon montrant le plus faible revenu. La recherche estime donc une première différence pour

ce groupe à faible revenu pour la période 2000-2003 comparativement à 1995-1998. Par la suite, une différence-en-différences est estimée par rapport aux ménages ayant des enfants de plus de 10 ans, ne correspondant pas aux familles les plus ciblées par la réforme. Finalement, une triple différence est effectuée par rapport au reste de l'échantillon, étant divisé selon l'âge des enfants également. Par la différence-en-différences, pour la moyenne des dépenses totales équivalentes en consommation, l'étude montre une augmentation de 12,2 % pour les familles à faible revenu avec enfants de 0-10 ans, comparativement aux familles à faible revenu avec enfants de 11-15 ans. Par la triple différence, les auteurs obtiennent un coefficient significatif de 15,4 % démontrant que les récentes réformes ont encouragé un rattrapage important du niveau de consommation des familles avec de jeunes enfants faisant partie du premier tiers de l'échantillon comparativement aux familles montrant un niveau de revenu plus élevé. Aussi, cette publication s'est intéressée aux changements dans les habitudes de consommation des familles à faible revenu après ces réformes. Les conclusions les plus intéressantes montrent premièrement que les familles à faible revenu consomment significativement moins de tabac et d'alcool au cours de la période post réforme (2000-2003). L'augmentation des dépenses est surtout dirigée vers les vêtements, la nourriture, le transport et le loisir. De plus, le surplus de revenu dépensé par les familles avec enfants de 0-10 ans est également fortement orienté envers les biens pour les enfants et utiles à leur développement, tels que les livres, les vêtements, les souliers et les vacances.

Aussi, puisque le projet s'attarde aux impacts des réformes sur le bien-être des mères monoparentales, constituant une part non négligeable des ménages à faible revenu au Québec et au Canada, il est pertinent de résumer les conclusions de certaines études ayant utilisé la consommation afin d'évaluer le bien-être de ce groupe cible.

D'abord, une étude canadienne élaborée en 2005 a tenté d'estimer les impacts de la réforme ontarienne de 1995-1998 sur l'assistance sociale (Brzozowski, 2005). Cette période est marquée par non seulement une diminution dans le niveau des transferts offerts aux ménages les plus dépendants au Canada, mais également par une réduction du nombre de personnes admissibles à l'assistance sociale. Pour l'Ontario, le niveau des

prestations fut diminué de 21 %, tandis qu'au même moment le nombre d'individus admissibles au programme diminuait de 19 %.

Utilisant les données de 1986 à 2001 provenant du Canadian Family Expenditure Survey (FAMEX) et du Survey of Household Spending (SHS), l'auteur estime par une approche de différence-en-différences (DD) l'impact de cette réforme sur la consommation des mères monoparentales en comparaison avec quatre autres groupes cibles. Premièrement, les femmes seules vivant en Ontario, ensuite les couples avec enfants vivant en Ontario, et finalement les mères monoparentales du Québec et de la Colombie Britannique.

Comme résultats à ses estimations, l'auteur observe une chute prononcée des dépenses en consommation des mères monoparentales suite à la réforme de 1995, chute qui se résorbe à partir des années 2000. La réforme semble donc avoir un impact négatif significatif sur la consommation seulement à court terme. Avant la réforme, les dépenses en consommation des mères monoparentales de l'Ontario étaient plus élevées que pour le Québec et la Colombie Britannique. En 1995, cette relation s'inverse jusqu'au début des années 2000. En comparaison des deux autres provinces canadiennes, la période suivant directement la réforme montre une baisse s'évaluant à 1045 \$ des dépenses en consommation des mères monoparentales de l'Ontario.

Cette étude canadienne s'inspire fortement d'une étude réalisée par Meyer et Sullivan aux États-Unis en 2004. Suite à la réforme sur les taxes et les transferts offerts aux moins nantis, ayant commencé au milieu des années 1980 pour culminer en 1996, les auteurs ont voulu évaluer l'impact de celle-ci sur le bien-être des mères monoparentales. Cette réforme avait pour but de créer un incitatif pour ces mères à intégrer le marché du travail, en rendant l'assistance sociale moins attractive. Effectivement, différentes études ont montré une augmentation de la présence de ce groupe cible sur le marché du travail (Meyer et Rosenbaum 2000, 2001).

À partir de données provenant du Consumer Expenditure Survey (CE) et du Panel Study of Income Dynamics (PSID), Meyer et Sullivan ont observé l'évolution dans les habitudes de consommation des mères monoparentales et de leur famille de 1984 à 2000.

Leur méthodologie se résume à une estimation par moindre carré ordinaire (OLS), ainsi que par une régression quantile. Comme conclusion majeure, les auteurs estiment une hausse significative de la consommation totale équivalente des mères monoparentales pour les périodes 1984-1990 et 1996-2000. Cette hausse semble exister à tous les niveaux de la distribution. Donc, autant pour les mères montrant une consommation totale correspondant à la moyenne de la distribution que pour les mères se situant plus près du 15ème percentile et du 25ème percentile de la distribution.

Au final, la réforme ayant eu lieu aux États-Unis à partir du milieu des années 1980 sur les taxes et les transferts offerts aux familles à faible revenu semble avoir incité plusieurs mères monoparentales à intégrer le marché du travail, et ne semble pas avoir eu d'effets néfastes notables sur le bien-être de celles-ci à long terme.

CHAPITRE II

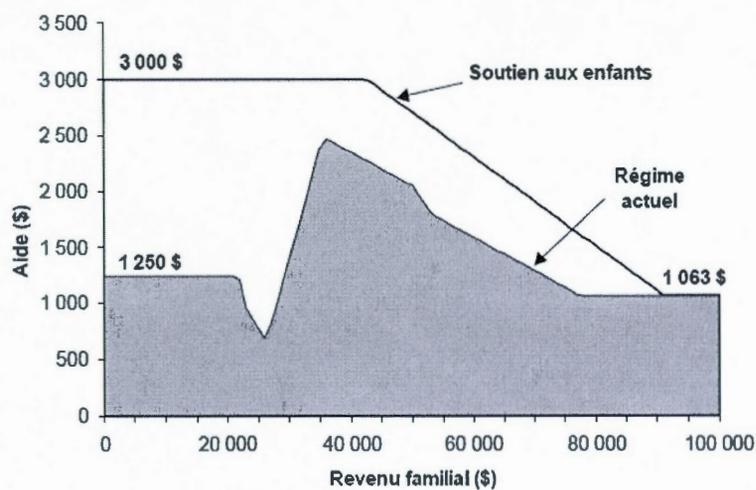
POLITIQUES FAMILIALES QUÉBÉCOISES

Le mémoire s'intéresse aux impacts des réformes et initiatives apportées à la politique familiale du Québec depuis le début des années 2000. Puisque nos données sur les dépenses des ménages sont disponibles à partir de 1997, l'impact de l'instauration de la politique de service de garde à contribution réduite, mise en place en 1997, sera déjà en partie intégré dans nos résultats.

2.1 Le Soutien aux enfants

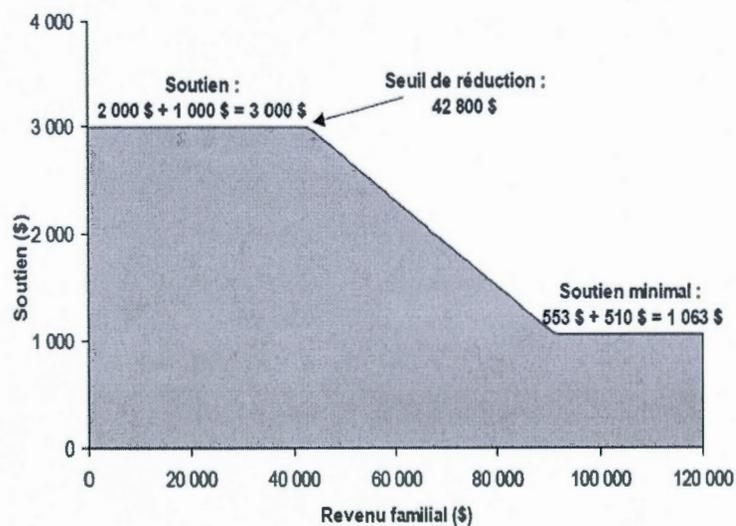
Afin d'améliorer et de bonifier l'aide apportée aux familles, le gouvernement du Québec élabore en 2004 le programme de Soutien aux enfants. Administré par la Régie des rentes du Québec, ce crédit d'impôt remboursable s'inscrit en deux volets : le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH). Ce programme d'aide est offert à toutes les familles québécoises admissibles ayant un enfant de moins de 18 ans à charge résidant avec elles. Entré officiellement en vigueur en date du 1er janvier 2005, le programme de Soutien aux enfants remplace trois mesures fiscales anciennement offertes aux familles québécoises, soient les prestations familiales (constituées des allocations familiales et des allocations pour enfant handicapé), le crédit d'impôt non remboursable pour enfants, ainsi que la réduction d'impôt pour les familles. Au total, le nouveau programme mis en place par le gouvernement bonifie de 550 millions de dollars l'aide versée aux familles annuellement. Les figures ci-dessous comparent l'aide accordée aux familles avant et après la mise en place de ce programme.

Figure 2.1 Comparaison du Soutien aux enfants par rapport au programme avant 2005.
Couples avec deux enfants. 2005.



Source : Ministère des Finances du Québec, Budget 2004-2005

Figure 2.2 Soutien aux enfants selon le revenu familial. Couples avec deux enfants.
2005.



Source : Ministère des Finances du Québec, Budget 2004-2005

Tableau 2.1 Paramètres du PSE. 2005-2011.

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction
	Suppl. mono-parental	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e 4 ^e enfant	et +	Suppl. mono-parental	1 ^{er} 2 ^e enfant	et +	Famille biparentale	Famille monoparentale	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4

Source : Régie des Rentes du Québec, 2010

Tel qu'énoncé, il s'agit d'une aide offerte et versée à toutes les familles québécoises admissibles, non imposable et qui n'est pas considérée comme un revenu lorsque le ménage est admissible à d'autres programmes d'aide. Certainement, cette mesure est plus généreuse lorsqu'elle est versée aux familles à faible et à moyen revenu, ou encore aux familles monoparentales. D'ailleurs, le paiement du Soutien aux enfants est calculé annuellement et varie selon la composition du ménage, le revenu familial, ainsi que la situation conjugale. Par exemple, en 2007, un couple ayant deux enfants et montrant un revenu de 40 000 \$ se verra verser un montant de 3136 \$. Le tableau 2.1 illustré plus haut comporte les paramètres à partir desquels le paiement du Soutien aux enfants est calculé entre 2005 et 2011.

2.2 La Prime au travail

À la même période, soit en janvier 2005, la Prime au travail entre également en vigueur annonçant par le fait même la disparition du programme APPORT qu'elle remplace. Cette nouvelle mesure, tout comme son précédent vise deux objectifs, soient soutenir et valoriser l'effort au travail, ainsi qu'inciter les personnes à quitter l'aide sociale pour intégrer le marché du travail. Certainement, l'écart faible entre le revenu de tra-

Tableau 2.2 Comparaison de l'admissibilité entre les programmes APPORT et la Prime au travail. 2005.

Type de ménages	Programme APPORT	Prime au travail	Ménages additionnels
Familles	29 536	200 579	171 043
Ménages sans enfants	n.s.p.	335 336	335 336
Total	29 536	535 915	506 379

Note : n.s.p. signifie ne s'applique pas.

Source : Ministère des Finances du Québec, Budget 2004-2005

vail d'une personne au salaire minimum et le revenu de base d'une personne recevant des prestations d'aide sociale est une préoccupation du gouvernement du Québec depuis plusieurs années. En effet, le Supplément au revenu de travail (SUPRET) élaboré en 1970, remplacé par le programme d'Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT) en 1988, poursuivait ces mêmes objectifs. Par contre, la Prime au travail est plus généreuse que le programme APPORT et présente des critères d'admissibilités plus souples. Pour l'année 2005, les bénéficiaires de la Prime au travail profiteront d'une réduction d'impôt de 269 millions de dollars comparativement à une réduction de 26 millions de dollars qu'offrirait le programme APPORT (Ministère des Finances du Québec, 2004-2005). Cette différence considérable dans le coût des deux programmes s'explique par différents facteurs. Premièrement, tandis que le programme APPORT était réservé aux familles avec enfants, la Prime au travail, quant à elle, est universelle. Par contre, la prime maximale offerte aux ménages sans enfant est de 511 \$ annuellement, représentant le fait que la Prime au travail reste avant tout à caractère familial. Le tableau 2.2 présente les ménages additionnels admissibles à la Prime au travail pour l'année 2005.

Aussi, cette nouvelle mesure est d'autant plus accessible puisqu'elle est maintenant gérée par Revenu Québec et basée sur le revenu déclaré des ménages. De ce fait, pour les ménages rencontrant les critères d'admissibilités, le simple fait de produire une déclaration de revenus leur donne accès aux prestations plutôt que de devoir en faire la demande. De plus, la Prime au travail est non seulement moins stricte que le pro-

Tableau 2.3 Principaux paramètres de la Prime au travail, 2005-2010.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Personne seule						
Taux déterminé	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %
Revenu de travail exclu	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$
Seuil de réduction	9 700 \$	9 720 \$	9 758 \$	9 796 \$	9 974 \$	10 014 \$
Taux de réduction	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Prime maximale	511 \$	512,40 \$	515,06 \$	517,72 \$	530,18 \$	532,98 \$
Revenu familial à partir duquel la prime est nulle	14 810 \$	14 844 \$	14 908,60 \$	14 973,20 \$	15 275,80 \$	15 343,80 \$
Couple sans enfants						
Taux déterminé	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %
Revenu de travail exclu	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$
Seuil de réduction	14 800 \$	14 884 \$	14 982 \$	15 044 \$	15 314 \$	15 368 \$
Taux de réduction	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Prime maximale	784 \$	789,88 \$	796,74 \$	801,08 \$	819,98 \$	823,76 \$
Revenu familial à partir duquel la prime est nulle	22 640 \$	22 782,80 \$	22 949,40 \$	23 054,80 \$	23 513,80 \$	23 605,60 \$
Famille monoparentale						
Taux déterminé	30 %	30 %	30 %	30 %	30 %	30 %
Revenu de travail exclu	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$
Seuil de réduction	9 700 \$	9 720 \$	9 758 \$	9 796 \$	9 974 \$	10 014 \$
Taux de réduction	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Prime maximale	2 190 \$	2 196 \$	2 207,40 \$	2 218,80 \$	2 272,20 \$	2 284,20 \$
Revenu familial à partir duquel la prime est nulle	31 600 \$	31 680 \$	31 832 \$	31 984 \$	32 696 \$	32 856 \$
Couple avec enfants						
Taux déterminé	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %
Revenu de travail exclu	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$	3 600 \$
Seuil de réduction	14 800 \$	14 884 \$	14 982 \$	15 044 \$	15 314 \$	15 368 \$
Taux de réduction	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Prime maximale	2 800 \$	2 821 \$	2 845,50 \$	2 861 \$	2 928,50 \$	2 942 \$
Revenu familial à partir duquel la prime est nulle	42 800 \$	43 094 \$	43 437 \$	43 654 \$	44 599 \$	44 788 \$

Source : Ministère des Finances du Québec, Dépenses fiscales 2009.

gramme qu'elle remplace, mais également plus généreuse pour une majorité de ménages. En effet, le seuil de sortie est dorénavant beaucoup plus élevé. Le tableau 2.3 présente les principaux paramètres de la Prime au travail.

2.3 Les services de garde à contribution réduite

Depuis 1997, le programme de services de garde à contribution réduite existe au Québec. Contrairement aux autres provinces canadiennes, qui utilisent des subventions fiscales, le Québec a choisi un modèle de subventions directes pour son programme de service de garde. Donc, tandis que dans le reste du Canada les parents paient un tarif complet pour la garde de leurs enfants et reçoivent un crédit d'impôt non remboursable par la suite, au Québec, les parents font face à un tarif déjà réduit lorsqu'ils décident d'envoyer leurs enfants en garderies subventionnées. Au départ ce tarif était établi à 5 \$, pour ensuite être fixé à 7 \$, jusqu'à aujourd'hui. Ce programme est unique au Canada et crée un incitatif pour les femmes à rester sur le marché du travail ou à y entrer. Le programme fut d'abord créé pour les enfants de 4 ans, de 1997 à 2000, mais depuis s'avère disponible pour tous les enfants d'âge préscolaire. En 2003, le gouvernement du Québec s'est donné la responsabilité d'augmenter à 200 000 le nombre de places disponibles en service de garde. En date du 31 mars 2012, le nombre de places s'élevait à 217 334. Ce programme correspond à un investissement de 1,6 milliard de dollars annuellement. Différentes études se sont intéressées aux impacts de ce nouveau programme, majoritairement en ce qui concerne le taux d'emploi des femmes (Lefebvre et Merrigan, 2008). La majorité des conclusions sont très positives pour le taux d'activité féminin au Québec suite à l'entrée en vigueur de cette politique unique au pays.

2.4 Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)

Finalement, en 2005, les gouvernements fédéral et provincial ont conclu un accord stipulant que la maîtrise d'œuvre des congés parentaux relevait dorénavant du gouvernement du Québec. Depuis le 1er janvier 2006, les congés parentaux du Régime d'assurance-emploi sont remplacés par le Régime québécois d'assurance parentale. Ce régime permet

le versement d'une indemnité lors d'un congé de maternité, de paternité, d'adoption ou parental. Malgré le fait que ces deux programmes poursuivent le même but, soit le versement de prestations lors de la naissance ou lors de l'adoption d'un enfant afin améliorer la conciliation travail-famille pour les parents, ils présentent de nombreux éléments distincts. Le nouveau Régime québécois d'assurance parentale permet à plus de parents d'en profiter, il est plus flexible et également plus généreux que le Régime d'assurance-emploi. D'abord, non seulement le RQAP présente un seuil d'accès aux prestations beaucoup plus bas, mais les travailleurs autonomes y sont maintenant admissibles. Ensuite, ce nouveau régime permet un revenu annuel assurable maximum plus élevé. De plus, contrairement au Régime de l'assurance-emploi qui ne s'est pas modernisé depuis longtemps, le RQAP offre en exclusivité le versement de prestations de paternité, le pourcentage de remplacement du revenu y est plus élevé, et il permet également le choix entre deux régimes qui diffèrent dans le nombre et montant des prestations. De plus, il ne présente aucun délai de carence pour les parents afin de recevoir les prestations. Le tableau qui suit illustre les différences entre les deux programmes, fédéral et celui du Québec.

Tableau 2.4 Principaux paramètres du RQAP et de l'Assurance-Emploi. 2006.

Paramètres	Assurance-Emploi	RQAP (Régime de base)
Assujettissement	Travailleurs salariés	Les personnes employées ainsi que les travailleurs autonomes.
Seuil d'accès	Travailleurs salariés autres que les pêcheurs : 600 heures d'emploi assurable.	Un revenu assurable de 2 000 \$.
Revenu maximal annuel assurable	39 000 \$	57 000 \$
Délai de carence	2 semaines	Aucun
Taux de prestations et durée	55 % de la rémunération hebdomadaire moyenne	Varie de 55 % à 75 % selon le genre de prestations et le régime de versement.
Prestations de maternité	15 semaines	18 semaines à 70 % sous le régime de base
Prestations de paternité	aucune	5 semaines à 70% sous le régime de base
Prestations parentales naissance/adoption	35 semaines	Prestations parentales liées à une naissance: 32 semaines dont 7 semaines à 70 % et 25 semaines à 55 % Prestations d'adoption : 12 semaines à 70 % et 25 semaines à 55

Source : Service Canada, 2014.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

3.1 Les données (EDM)

Les données utilisées proviennent de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) produite par Statistique Canada annuellement depuis 1997. Les microdonnées complètes recueillies par cette enquête ne sont pas publiques, mais sont disponibles sous conditions au Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales à des fins de recherche. Le présent mémoire utilise les données disponibles de 1997 à 2009. Les données sont recueillies chaque année pour les dix provinces, et à chaque deux ans pour les territoires du Nord. L'enquête collecte essentiellement des données sur les habitudes de dépenses en consommation des ménages, mais également le revenu annuel du ménage, ses caractéristiques démographiques, ainsi que certaines informations sur le logement et la propriété de biens durables. La collecte de données se fait en continu tout au cours de l'année, de janvier à décembre, par un questionnaire auquel le ménage répond, ainsi qu'un journal pour les dépenses plus fréquentes. La population cible de l'enquête est celle des 10 provinces canadiennes, excluant les gens vivant dans des réserves indiennes, les pensionnaires d'établissements institutionnels ainsi que les membres des forces de l'ordre vivant au sein de camps militaires.

Évidemment, puisque les données de l'enquête sont fournies entièrement par les répondants, plusieurs erreurs, informations manquantes ou incomplètes peuvent se retrouver dans les questionnaires et dans les journaux de dépenses. Afin de réduire le risque d'erreurs,

plusieurs vérifications et différentes étapes de contrôle de données sont effectuées par Statistique Canada. Aussi, lorsque les réponses ne peuvent être utilisées telles quelles, les erreurs sont corrigées par une méthode d'imputation appelée le voisin le plus près. Statistique Canada utilise donc les réponses d'un ménage similaire à celui ayant mal répondu afin de corriger pour les données manquantes. L'imputation des dépenses est faite à partir du Système canadien de contrôle et d'imputation du recensement (SCAN-CIR) de Statistique Canada. Au final, les données recensées par cette enquête sont, dans leur ensemble, fiables. Plusieurs études se sont attardées à la fiabilité et à l'exactitude des données fournies par les enquêtes sur les dépenses en consommation. Tel qu'expliqué précédemment, les conclusions sont plutôt satisfaisantes et montrent que les données recueillies sur la consommation sont généralement plus fiables que celles recueillies sur le revenu (Meyer et Sullivan, 2011) et (Brzozowski et Crossley, 2011).

De plus, cette enquête présente un très grand nombre de variables. Étant utilisées pour le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC), les données de l'EDM sont divisées en de multiples catégories de dépenses. De ce fait, cette enquête permet de dresser un portrait très précis des habitudes de consommation des ménages, ainsi que leur évolution et changements à travers le temps.

3.2 Les variables

Pour ce mémoire, la consommation courante totale sera d'abord utilisée comme variable dépendante. Elle est exprimée en termes réels, dollars de 2001, et ajustée selon la composition du ménage (taille de la famille/ $\sqrt{2}$). Ensuite, des variables ont été créées pour chaque poste de dépenses afin qu'ils soient également exprimés en termes réels ainsi qu'ajustés selon la taille de la famille. La liste des postes et des catégories de dépenses étudiés se retrouve au tableau 3.4 de ce présent chapitre. Ces variables seront analysées en niveau mais également en variation, soit sous forme logarithmique. Aussi, pour être en mesure d'observer les changements dans les habitudes de consommation des ménages ainsi que l'évolution des parts de dépenses accordées à différents biens et services, des variables ont été créées afin d'exprimer les postes de dépenses en ratio par rapport à

la consommation totale. Pour terminer, dix catégories de biens durables seront analysées. Des variables dichotomiques ont été conçues et seront utilisées comme variables dépendantes afin de regarder l'évolution dans la propriété de ces biens, notamment, ceux qui procurent le plus de bien-être au ménage et ceux qui sont utiles au développement des enfants.

Ensuite, la variable explicative d'intérêt est formée par une interaction entre deux variables dichotomiques. La première variable (QUE) prend la valeur 1 si le ménage réside au Québec et 0 sinon. La deuxième variable (POST) fut créée pour prendre la valeur 1 pour les années entre 2005 et 2009, et 0 sinon. Le terme d'interaction est donc QUE*POST. L'estimateur nous renseigne donc sur l'impact des réformes apportées à la politique familiale au Québec spécifiquement. Différentes périodes ont été envisagées et testées afin de représenter la période post réforme dans cette analyse. Au final, nous avons retenus et nous présentons celle montrant les résultats les plus significatifs et correspondant le mieux à l'entrée en vigueur des politiques à l'étude dans ce mémoire.

Enfin, plusieurs variables de contrôle se retrouvent dans le modèle de régression afin de mieux capter la relation entre notre variable d'intérêt et les variables dépendantes. Elles sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14 ans et 15-19 ans, ainsi que des variables définissant la taille de la région de résidence du ménage. Enfin, nombreuses étant les caractéristiques démographiques recueillies par l'EDM, il est possible d'analyser l'évolution des dépenses en consommation, suite aux réformes, selon l'âge du chef de famille, le territoire géographique, l'âge des enfants à charge, le statut conjugal, etc. La définition des échantillons retenus est présentée à la section suivante.

3.3 Les échantillons

Pour notre analyse, afin d'évaluer la performance du Québec par rapport au reste du Canada en ce qui concerne l'aide apportée aux familles à faible revenu, nous avons retenu deux échantillons correspondant à nos groupes cibles. Soient, les ménages composés de

mères monoparentales avec au moins un enfant à charge provenant des 10 provinces canadiennes, ainsi que les couples avec enfants du Québec et du reste du Canada en excluant les territoires du Nord encore un fois. Représentant généralement une part non négligeable des ménages à faible revenu, ces familles sont fortement ciblées lors de l'élaboration de politiques sociales, surtout lorsqu'elles ont de jeunes enfants à charge. En conséquence, ces deux échantillons seront divisés en plusieurs sous-groupes selon l'âge du plus jeune enfant à charge pour certaines de nos estimations.

3.3.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge

D'abord, pour le premier échantillon, les ménages composés de femmes monoparentales avec enfants à charge résidant au Québec composeront notre groupe traitement. Comme groupe de comparaison, les femmes monoparentales avec enfants à charge dans le reste du Canada seront retenues. La base de données fut ajustée, afin d'observer seulement celles de plus de 20 ans et de moins de 60 ans. En conséquence, notre échantillon ne contient pas de personnes retraitées ou de très jeunes mères, ayant moins de 20 ans. Aussi, puisque nous nous intéressons avant tout aux mères ayant à charge de jeunes enfants, seulement celles ayant au moins un enfant à charge de 17 ans et moins ont été retenues.

Ensuite, pour certaines de nos estimations, l'échantillon fut divisé en plusieurs sous-groupes. Au lieu d'être classé selon le niveau de revenu ou de consommation, l'échantillon a plutôt été divisé selon l'âge du plus jeune enfant à charge. Le tableau ci-dessous est composé de ces différents sous-groupes, leurs sigles, et le nombre d'observations correspondant. Les données pondérées s'y rattachant sont présentées à l'annexe A pour différentes sous-périodes.

Tableau 3.1 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.

Sigles	Description	Nombre d'observations (N)		
		QC	RdC	Total
MONO 0-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées entre 21 à 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	1250	7283	8533
MONO 0-5	Ménages composés de mères monoparentales âgées entre 21 à 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	364	2384	2748
MONO 0-10	Ménages composés de mères monoparentales âgées entre 21 à 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 10 ans.	746	4432	5178
MONO 11-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées entre 21 à 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	504	2851	3355

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données de l'EDM.

3.3.2 Les ménages composés de couples avec enfants à charge

En ce qui concerne le deuxième échantillon, les couples avec enfants du Québec composeront le groupe traitement. Les couples avec enfants du reste du Canada seront utilisés comme groupe de comparaison. La base de données fut ajustée de façon très semblable à celle des mères monoparentales afin d'éliminer certaines valeurs extrêmes. Donc, l'échantillon ne comporte que les couples dont la mère est âgée entre 21 ans et 59 ans. Aussi, seulement les couples ayant à charge un enfant de 17 ans et moins ont été retenus. Encore une fois, afin de cibler les jeunes familles, pour certaines estimations, l'échantillon a été divisé en plusieurs sous-groupes selon l'âge du plus jeune enfant à charge. Le tableau ci-dessous présente les différents sous-groupes, leurs sigles et le nombre d'observations s'y rattachant. Les données pondérées correspondantes sont présentées par sous-périodes à l'annexe A.

Tableau 3.2 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.

Sigles	Description	Nombre d'observations (N)		
		QC	RdC	Total
COUPLES 0-17	Couples dont la mère est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	5763	38372	44135
COUPLES 0-5	Couples dont la mère est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	2593	16069	18662
COUPLES 0-12	Couples dont la mère est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 12 ans.	4560	29373	33933
COUPLES 6-12	Couples dont la mère est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 6 à 12 ans.	1967	13304	15271
COUPLES 11-17	Couples dont la mère est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	1762	12772	14534

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données de l'EDM.

3.4 Estimations

Comme méthodes d'analyse, le projet de mémoire utilise une régression par moindres carrés ordinaires (MCO) selon l'approche de la différence-en-différences (DD) ainsi qu'une régression quantile. D'abord, la première approche nous permet de cibler l'impact des récentes réformes de la politique familiale québécoise sur la consommation, en éliminant les différences systématiques entre les groupes bénéficiaires et les groupes de comparaison d'une part, ainsi qu'en éliminant l'effet d'évolution temporelle de la consommation chez nos groupes cibles d'autre part. De plus, la régression par MCO produit des écarts-types nous permettant de vérifier la précision de nos estimations. La variable dépendante sera en premier lieu la consommation totale équivalente, par groupe d'âge du plus jeune enfant à charge afin de nous permettre de trouver une relation de causalité. L'idée derrière ce choix représente le fait que les familles avec de plus jeunes enfants correspondent en majorité aux jeunes familles s'avérant être la part des ménages avec le plus faible niveau de consommation. Ensuite, afin d'évaluer l'impact des réformes à différents niveaux de la distribution, une régression quantile sera effectuée pour nos

deux échantillons. Il est à noter qu'il existe un risque de biais de sélection lors de nos estimations. Par contre, ce risque est jugé assez faible puisque la grande majorité des ménages formant nos échantillons consomment positivement.

3.4.1 Régression par MCO

Premièrement, pour nos deux échantillons, il s'agit d'estimer par MCO, selon l'approche bien connue en économie pour évaluer l'impact de politiques sociales de la différence-en-différences (DD) :

$$C_{kit} = \beta_0 + \beta_1 Post_{it} + \beta_2 QC_{it} + \beta_3 Post_{it} * QC_{it} + \phi' X_{it} + \epsilon_{it} \quad (3.1)$$

Où C_{kit} représente la consommation totale équivalente (k = poste de dépenses) pour le type de ménage i à l'année t ; $Post$ une dichotomique représentant la période post changement de politique (2005-2009); QC_{it} est une dichotomique qui prend la valeur 1 si la famille i réside au Québec à l'année t , et 0 sinon; $QC_{it} * Post_{it}$ est une interaction qui prend la valeur 1 si la famille i réside au Québec sous la période post politique; X_{it} est un vecteur de variables de contrôle socioéconomique; ϕ un vecteur de paramètres et ϵ_{it} , un terme d'erreur.

L'impact des réformes au Québec sur les politiques visant les familles à plus faible revenu est donnée par β_3 . Il s'agit de l'estimateur différence-en-différences. Cet estimateur nous renseigne sur l'évolution du niveau de vie, mesuré par la consommation équivalente, des familles au Québec comparativement aux familles du reste du Canada au cours de la période post réforme. Ensuite, afin de dresser un portrait plus détaillé de l'évolution du bien-être de ces ménages, plusieurs estimations complémentaires seront effectuées. À partir du même modèle, chaque poste de dépense, étant énuméré au tableau 3.4, sera analysé séparément pour les deux échantillons et leurs sous-groupes. Aussi, après avoir étudié vers quels postes la majorité des dépenses sont effectuées, nous regarderons les changements dans les habitudes de consommation des ménages. Pour ce faire, nous utiliserons les parts de dépenses (k = part de dépenses), soient les postes de dépenses exprimés en ratio par rapport à la consommation totale. L'évolution des habitudes de

consommation des différents types de ménages au Québec comparativement au reste du Canada au cours de la période post réforme sera alors analysée. Pour terminer les estimations par la méthode des moindres carrés ordinaires, la variable dépendante C_{kit} deviendra dichotomique ($k =$ bien durable) puisque nous sommes intéressés à mesurer l'évolution dans la propriété de biens durables. Ces estimations seront effectuées pour tous nos échantillons et nos sous-groupes. Il sera donc possible d'évaluer les impacts des réformes appliquées à la politique familiale du Québec pour les différents types de ménages selon l'âge des enfants à charge, et ainsi établir des comparaisons.

Les tableaux 3.3 et 3.4 qui suivent montrent les principales variables utilisées dans les régressions et leur description, pour nos deux échantillons et leur sous-groupes respectifs. Un tableau plus détaillé présentant les variables avec leur moyenne est présenté à l'annexe A.

Tableau 3.3 Variables utilisées dans les régressions et description.

Variables	Description
DE CONTRÔLE	
RPAGE	Âge du répondant
RPAGE2	Âge du répondant au carré
MOTH_AGE	Âge de la mère
MOTH_AGE2	Âge de la mère au carré (/100)
N04	Nombre d'enfants entre 0 et 4 ans
N514	Nombre d'enfants entre 5 et 14 ans
N1519	Nombre d'enfants entre 15 et 19 ans
URB1	Centre urbain 1 000 000 habitants et plus
URB2	Centre urbain 500 000 à 999 999 habitants
URB3	Centre urbain 250 000 à 499 999 habitants
URB4	Centre urbain 100 000 à 249 999 habitants
URB5	Centre urbain 30 000 à 99 999 habitants
URB6	Centre urbain moins de 30 000 habitants
URB7	Région rurale
EXPLICATIVES	
POST	Dichotomique post=1 si year>2004
QUE	Dichotomique que=1 si le ménage réside au Québec
POST*QUE	Post*Que

3.4.2 Régression quantile

Ensuite, la deuxième approche s'appuie sur la même base de données (EDM 1997-2009) et sera également utilisée pour nos deux échantillons. Il s'agit d'analyser les quantiles de consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants et des couples avec enfants du Québec et du reste du Canada. Donc, afin d'évaluer l'impact des réformes sur la politique familiale du Québec à différents niveaux de la distribution de la consommation, nous estimerons par sous-périodes un modèle de régression linéaire quantile (Meyer et Sullivan, 2011) et (Angrist et Pischke, 2009) pour mesurer les changements dans les quantiles de consommation :

$$Q_q(C_{it}) = \beta_0 + \beta_1 Post_{it} + \beta_2 QC_{it} + \beta_3 Post_{it} * QC_{it} + \theta' X_{it} + Q_q(\epsilon_{it}) \quad (3.2)$$

Où q représente le q ème quantile conditionnel ; C_{it} la consommation totale équivalente du type de ménage i à l'année t ; $Post$ une dichotomique représentant la période post changement de politique (2005-2009) ; QC_{it} est une dichotomique qui prend la valeur 1 si la famille i réside au Québec à l'année t , et 0 sinon ; $QC_{it} * Post_{it}$ un terme d'interaction pour capter la différence entre les familles biparentales et monoparentales dont le chef de famille est un femme du Québec et du reste du Canada ; X_{it} un vecteur de variables de contrôle (les variables de contrôle sont les mêmes que celles utilisées dans les régressions par MCO) ; θ un vecteur de paramètres et ϵ_{it} , un terme d'erreur où i représente le type de ménage et t l'année de référence. Les différences entre les quantiles peuvent alors être mesurées et testées.

Tableau 3.4 Variables utilisées dans les régressions et description.

Variables	Description
DÉPENDANTES	
(BIENS DURABLES)	
CELLULAIRE	Dichotomique
ORDINATEUR	Dichotomique
INTERNET	Dichotomique
NOMBRE DE TÉLÉVISIONS (EN COULEUR)	
LAVEUSE	Dichotomique
SÉCHEUSE	Dichotomique
AIR CLIMATISÉ	Dichotomique
LAVE-VAISSELLE	Dichotomique
NOMBRE DE VÉHICULES (PROPRIÉTAIRE)	
VÉHICULE EN LOCATION	Dichotomique
(POSTES DE DÉPENSES)	Tous les postes de dépenses sont exprimés en termes réels et sont ajustés selon la composition du ménage (taille/ $\sqrt{2}$).
CONSOMMATION TOTALE	Dépenses totales excluant les impôts personnels, les paiements d'assurance, les cadeaux et contributions.
EDUCATION	Dépenses en éducation
NOURRITURE (TOTAL)	Dépenses totales en nourriture
NOURRITURE (ÉPICERIES)	Dépenses en nourriture provenant d'épiceries
NOURRITURE (RESTAURANTS)	Dépenses en nourriture provenant de restaurants
TRANSPORT (TOTAL)	Dépenses en transport
TRANSPORT (PRIVÉ)	Dépenses en transport privé
VÊTEMENTS (TOTAL)	Dépenses totales en vêtements
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	Dépenses pour vêtements de femmes et de jeunes filles
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	Dépenses pour vêtements d'enfants de 0 à 4 ans
TABAC et ALCOOL	Dépenses pour produits du tabac et de l'alcool
JEUX	Dépenses pour le jeu
SANTÉ	Dépenses en santé
ENTRETIEN MÉNAGER	Dépenses pour l'entretien ménager
AMEUBLEMENT	Dépenses pour l'ameublement de la maison
LOYER (HYPOTHÈQUE)	Dépenses en loyer pour le logement (possédé ou loué)
LECTURE	Dépenses pour les livres et la lecture
LOISIR	Dépenses pour le loisir et les vacances
(ANALYSE DESCRIPTIVE)	Tous les revenus sont exprimés en termes réels et ajustés selon la composition du ménage (taille/ $\sqrt{2}$).
REVENU DISPONIBLE	Revenu avant impôt - paiements d'assurances- paiements de taxes - paiements pour régime de pensions
TRANSFERTS	Revenu du ménage provenant de paiements de transferts gouvernementaux

CHAPITRE IV

ANALYSE DESCRIPTIVE

Comme analyse préliminaire aux estimations, il est intéressant d'observer l'évolution de la consommation et de certaines autres variables chez nos groupes cibles afin de dresser un portrait descriptif de nos échantillons ainsi qu'établir des tendances. Pour commencer, l'évolution de la consommation sur la période à l'étude sera analysée pour nos deux échantillons ainsi que leurs sous-groupes respectifs. Ensuite, la variation des dépenses en consommation à différents percentiles des deux distributions sera également étudiée.

4.1 Évolution de la consommation 1997-2009

La consommation étudiée est la consommation courante totale équivalente en termes réels, en dollars constants de 2001. Donc, elle exclut l'épargne, les impôts personnels, les paiements d'assurances et autres contributions et cadeaux. Aussi, comme échelle d'équivalence, le mémoire utilise celle proposée par l'OCDE. La consommation totale équivalente se définit alors par la consommation totale divisée par l'échelle d'équivalence pour tenir compte de la taille des familles ($\text{taille}/\sqrt{2}$). Ensuite, en ce qui concerne la composition des ménages, pour les couples avec enfants résidant au Québec, la nombre moyen de personnes par ménage est de 4.1, tandis qu'elle est de 4.3 pour le reste du Canada. Encore, la moyenne observée chez les ménages composés de mères monoparentales avec enfants au Québec est de 2.8.

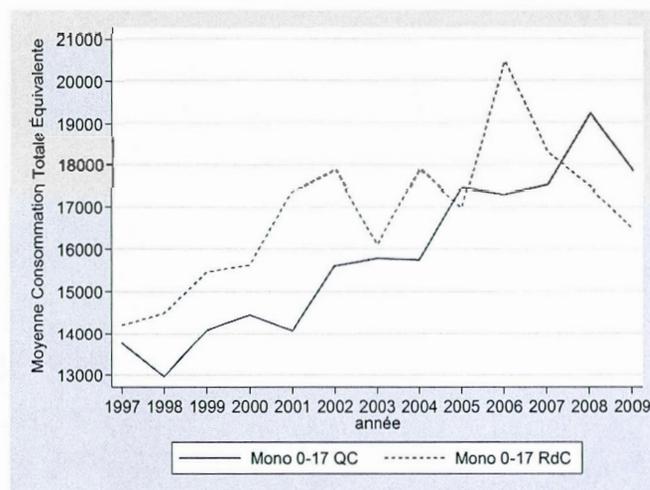
4.1.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge

Pour la période 1997 à 2009, la consommation totale équivalente moyenne des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au Québec est passée de 13 760 \$ à 17 846 \$, soit une augmentation de 29,69 %. Comparativement, les mères monoparentales avec enfants à charge du reste du Canada ont vu leur consommation totale moyenne augmenter de seulement 16,19 %. En excluant l'année 2009, qui caractérise une crise financière importante ayant affecté significativement la consommation chez tous nos groupes cibles, on observe cette fois une augmentation de 23,11 % pour les mères monoparentales dans le reste du Canada. En divisant l'échantillon pour deux sous-périodes, soit une période pré réforme et une période post réforme débutant en 2005, on observe une augmentation de la consommation totale équivalente moyenne de 10,17 % pour les mères monoparentales du Québec, et de 2,98 % pour celles du RdC, l'année 2009 étant toujours exclue. De plus, chez les mères monoparentales du Québec, un bond de 10,83 % marque l'année 2005. Les graphiques 4.1 à 4.3 qui suivent illustrent l'évolution de la consommation en dollars constants de 1997 à 2009 pour l'ensemble de l'échantillon, ainsi que pour les mères monoparentales ayant au moins un enfant à charge de 0-5 ans et de 0-10 ans.

Les graphiques 4.1 à 4.3 montrent vraisemblablement un rattrapage en ce qui concerne le niveau de consommation des ménages composés de mères monoparentales avec enfants du Québec au cours de la période. Un rattrapage qui semble encore plus prononcé pour les mères ayant de jeunes enfants à charge. Effectivement, même si les niveaux de consommation atteints en 2009 pour le Québec et pour le reste du Canada sont très semblables pour les mères ayant un enfant de moins de 11 ans à charge, les moyennes de consommation pour la période post réforme sont supérieures au Québec. Pour les mères monoparentales ayant un enfant de 11 à 17 ans à charge, c'est plutôt l'inverse. Aussi, à partir de 2006, l'évolution de la consommation pour les mères monoparentales avec enfants du RdC est majoritairement négative pour tous nos sous-groupes.

Ensuite, il est également intéressant de vérifier comment la consommation se comporte

Figure 4.1 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales ayant un enfant de 0-17 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.

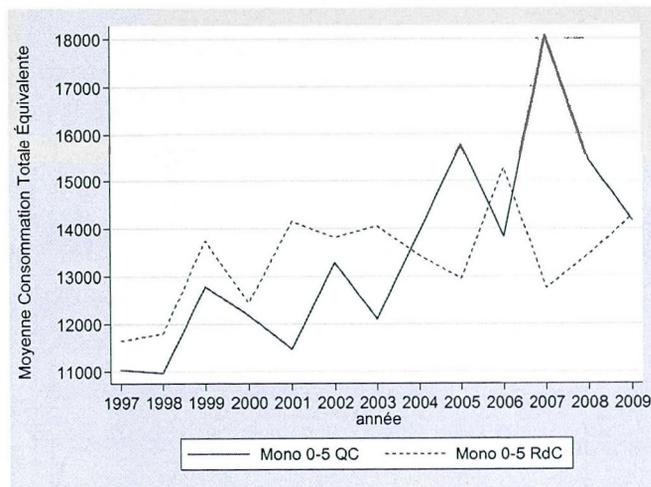


Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

à différents niveaux de la distribution pour notre échantillon au cours de la période donnée. Les graphiques 4.4 à 4.6 montrent cette fois l'évolution de la consommation des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à différents quantiles de consommation de 1997 à 2009.

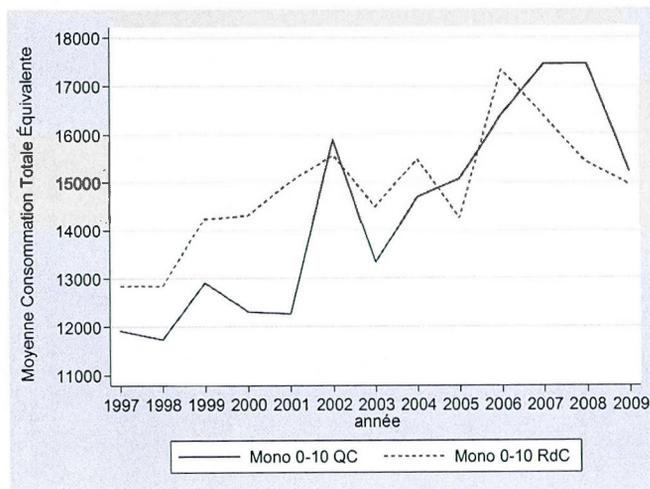
D'abord, globalement, il semble y avoir rattrapage en ce qui concerne le niveau de consommation des ménages composés de mères monoparentales avec enfants du Québec à travers toute la distribution. Aussi, la consommation semble avoir augmenté plus rapidement au bas et au haut de cette distribution. Effectivement, entre 1997-2009, le niveau de consommation au 25ème et au 90ème percentiles a augmenté de plus de 40 %. Ensuite, en ce qui concerne notre groupe de comparaison, l'évolution la plus marquée est au niveau de la médiane avec une augmentation de 21,43 % au cours de la période. Au niveau du 25ème percentile, l'évolution est de seulement 8,7 % de 1997 à 2009 pour les mères monoparentales avec enfants du RdC. De plus, on remarque une chute dramatique de la consommation à partir de 2006 à tous les niveaux de la distribution pour ce même groupe.

Figure 4.2 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales ayant un enfant de 0-5 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



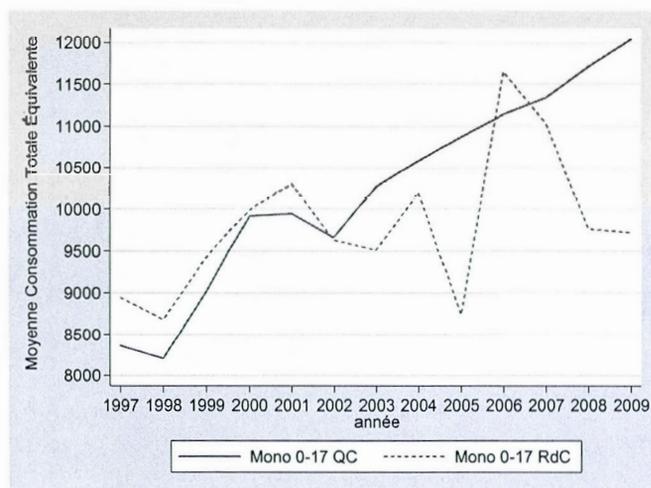
Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Figure 4.3 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales ayant un enfant de 0-10 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

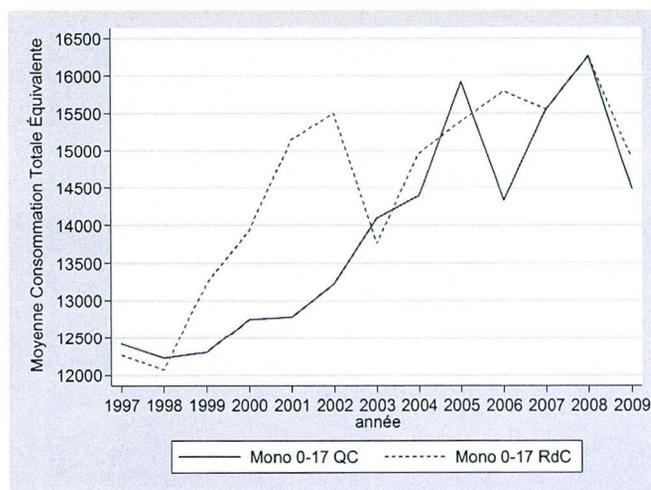
Figure 4.4 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au 25ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

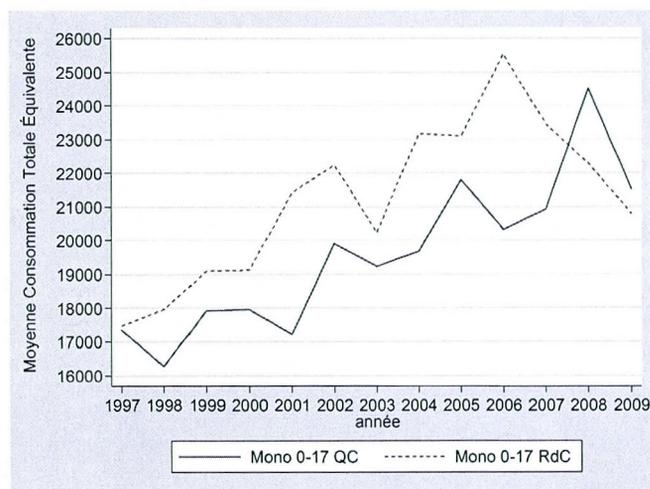
Si on observe plus précisément le premier quartile de la distribution, la consommation des ménages composés de femmes monoparentales avec enfants au Québec dépasse celle des familles constituées de femmes monoparentales avec enfants du reste du Canada à partir de 2002 et l'évolution reste constante jusqu'en 2009. La consommation au Québec semble beaucoup plus stable et donc vraisemblablement mieux soutenue face à différents chocs en ce qui concerne la part de l'échantillon avec le niveau de consommation le plus faible. En 2009, la consommation équivalente moyenne des mères monoparentales avec enfants au Québec faisant partie du premier quartile est de 12 042,02 \$ comparativement à 9718 \$ pour le reste du Canada. À la médiane, l'évolution est assez semblable pour nos deux groupes tandis que plus on s'approche du haut de la distribution, la consommation au Québec rattrape celle du reste du Canada pour notre échantillon au cours de la période post réforme (2005-2009). En 2009, au 90ème percentile, le niveau de consommation des femmes monoparentales avec enfants à charge au Québec atteint 32 559 \$ comparativement à 28 551 \$ pour celles du RdC.

Figure 4.5 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au 50ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Figure 4.6 Consommation équivalente des ménages composés de mères monoparentales avec enfants au 75ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



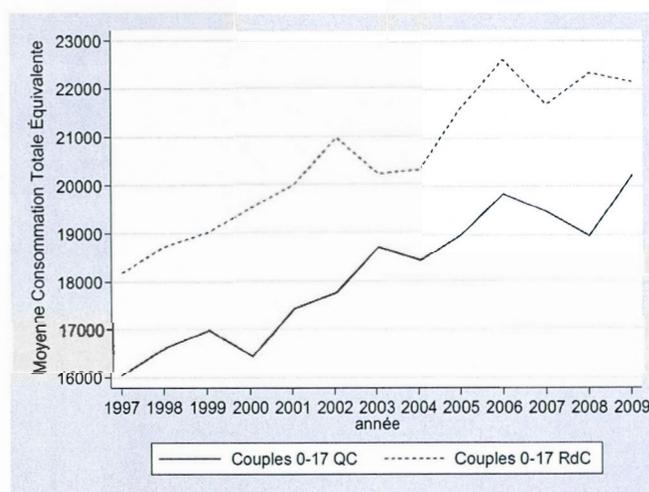
Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

4.1.2 Les ménages composés de couples avec enfants

D'une part, la consommation totale moyenne chez les couples avec enfants au Québec montre une augmentation de 26,08 % entre 1997 et 2009. En tenant seulement compte

de la période débutant en 2005, cet accroissement diminue à 6,53 %. D'autre part, pour les couples vivant dans le reste du Canada, l'augmentation de la consommation pour toute la période à l'étude s'estime à 21,80 %, et à seulement 2,54 % de 2005 à 2009. Les graphiques 4.7 à 4.9 ci-dessous montrent l'évolution de la consommation pour notre échantillon et certains sous-groupes.

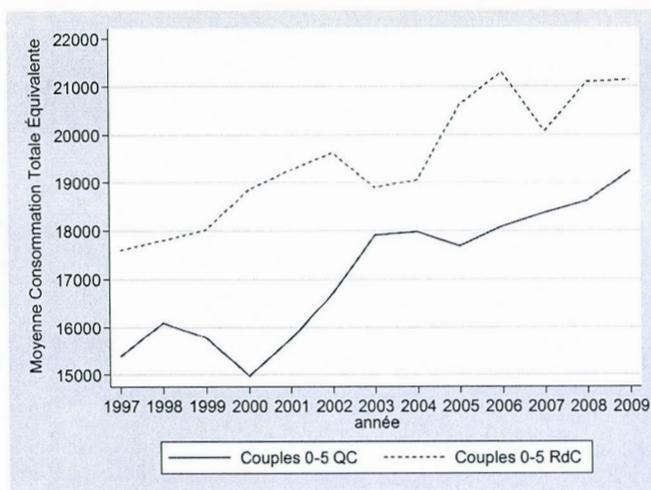
Figure 4.7 Consommation équivalente des ménages composés de couples ayant un enfant de 0-17 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

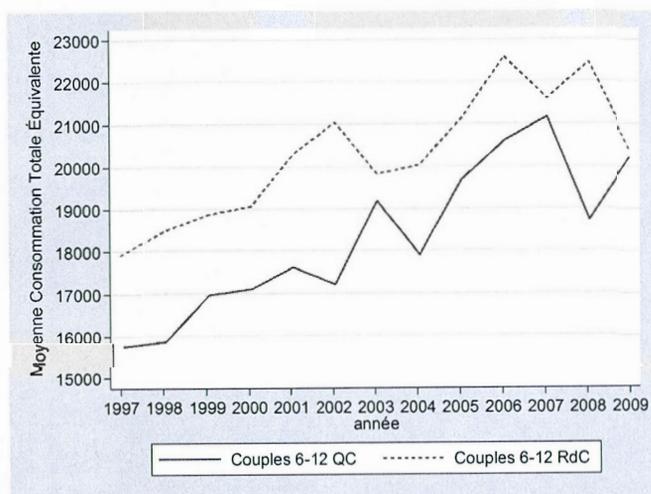
Cette fois, en observant l'évolution de la consommation pour notre échantillon selon certains groupes d'âge d'enfants à charge, on remarque qu'un écart persiste entre le niveau de consommation au Québec par rapport au reste du Canada. Par contre, pour tous ces sous-groupes, l'accroissement de la consommation fut plus élevé au Québec pendant la période 2005-2009 et donc, vraisemblablement, cet écart tend à diminuer pour certains d'entre eux.

Figure 4.8 Consommation équivalente des ménages composés de couples ayant un enfant de 0-5 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Figure 4.9 Consommation équivalente des ménages composés de couples ayant un enfant de 6-12 ans à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Ensuite, les quatre autres graphiques présentés plus bas dressent un portrait de l'évolution de la consommation à différents niveaux de la distribution de l'échantillon des couples avec enfants. Clairement, on peut voir une tendance se dessiner. Sous la médiane, les

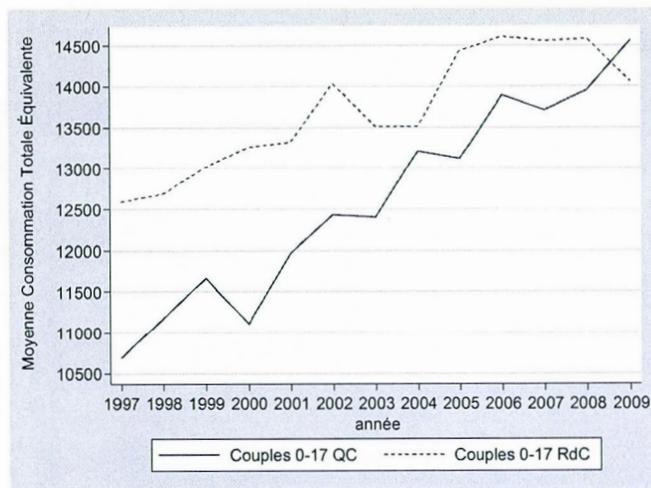
couples avec enfants du Québec semblent s'en sortir beaucoup mieux et même rattraper le niveau de consommation des couples avec enfants vivant dans les autres provinces canadiennes. À l'opposé, l'écart entre le niveau de consommation de ces deux groupes reste assez constant et semble même se creuser au haut de la distribution. En effet, de 1997 à 2009, en ce qui concerne le reste du Canada, au 90ème percentile, la consommation totale a bondit de 23,50 % comparativement à 11,13 % au niveau du 10ème percentile. Au Québec, l'évolution de la consommation se chiffre à 20,45 % au 90ème percentile, et à 51,50 % au 10ème percentile. En ciblant la période post réforme, la tendance reste la même. Donc, peut-être existe-t-il une réelle relation entre ces observations et les réformes élaborées au Québec afin de tenter de mieux soutenir les familles à faible revenu ?

Selon des statistiques non présentées ici sur le revenu des conjoints, il est possible d'observer, depuis le début des années 2000, que le revenu (pour l'essentiel des revenus de travail) des pères dans le reste du Canada augmente plus rapidement que celui des pères du Québec lorsque l'on regarde la distribution à partir du 60ème percentile. Il n'existe pas d'explications évidentes pour cette tendance, mais seulement des hypothèses. Par exemple, la fiscalité plus élevée au Québec peut avoir un impact sur la motivation à travailler. Par ailleurs, dans le cas des mères, les revenus de travail de celles-ci au Québec rattrapent celles du reste du Canada et les dépassent vers la fin de l'année 2009. On peut y voir l'effet de la hausse de la participation au marché du travail des mères que plusieurs attribuent à la politique de garde implantée au Québec en 1997 et ses effets de long terme. Haeck, Lefebvre et Merrigan montrent à l'aide des données de l'EDM que la part des mères dans le revenu total des familles au Québec a sensiblement augmenté par rapport à celle des mères dans le reste du Canada (Haeck, Lefebvre et Merrigan, 2013). En instrumentant l'endogénéité de l'évolution des parts de dépenses des mères, ces auteurs montrent que la structure des dépenses intrafamiliales a changé en faveur de dépenses plus collectives et orientées vers le bien-être des enfants (et une baisse des dépenses liées au tabac, à l'alcool et aux jeux de hasard).

Finalement, la consommation moyenne totale sur la période complète est légèrement

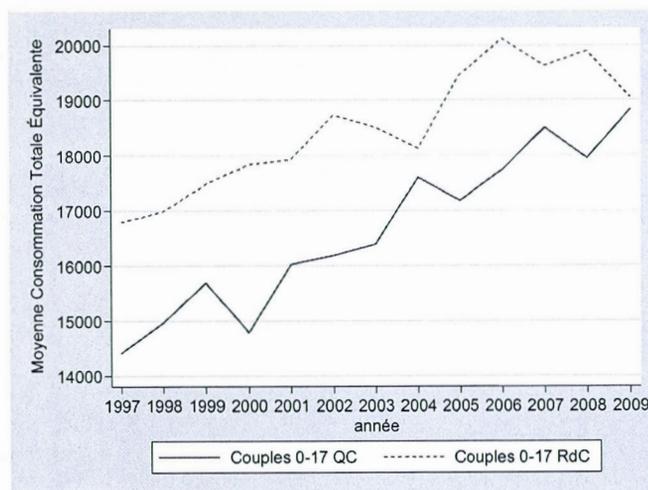
plus élevée pour le reste du Canada que pour le Québec. Au Canada, elle s'estime à 20 541 \$ par membre du ménage, tandis qu'au Québec elle se chiffre plutôt à 18 074 \$. Par contre, en regardant les quartiles et les percentiles de consommation, il est possible d'observer les tendances expliquant en partie cet écart dans les moyennes de consommation des couples avec enfants.

Figure 4.10 Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants au 25ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



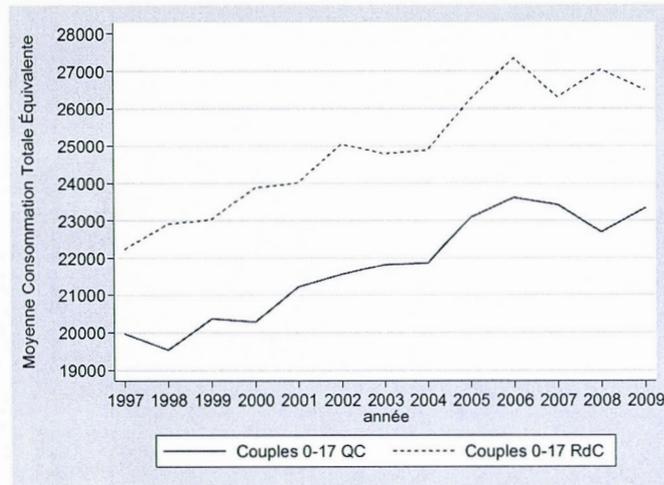
Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Figure 4.11 Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants à la médiane, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



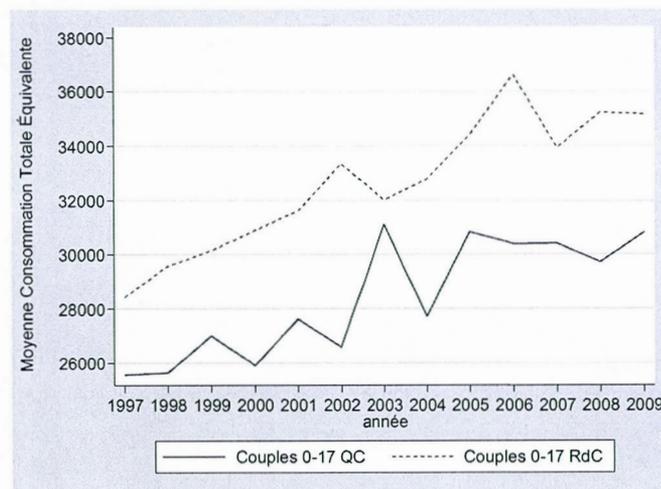
Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Figure 4.12 Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants au 75ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Figure 4.13 Consommation équivalente des ménages composés de couples avec enfants au 90ème percentile, Québec et reste du Canada. 1997-2009.



Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

CHAPITRE V

RÉSULTATS

5.1 Estimations par MCO

5.1.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge

5.1.1.1 Résultats pour la consommation totale et les postes de dépenses

Les premières lignes du tableau 5.1 et 5.2 présentés à la fin de cette section résument les résultats de la régression de l'équation (3.1) pour la consommation équivalente totale exprimée en termes réels pour notre premier échantillon composé des familles monoparentales dont le chef de famille est une femme au Québec et dans le reste du Canada (k = consommation équivalente). Les paramètres estimés pour l'estimateur différence-en-différences pour l'ensemble de l'échantillon (MONO 0-17) sont positifs et statistiquement significatifs, tout comme les coefficients estimés pour nos différents sous-échantillons. En réalité, seulement le sous-groupe représentant les mères monoparentales ayant au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans ne montre pas de résultat significatif. Ceci traduit le fait que les mères monoparentales avec enfants à charge vivant au Québec sous la période post réforme débutant en 2005 ont vu leur consommation augmenter plus rapidement que dans le reste du Canada. En conséquence, la consommation des ménages de l'échantillon vivant au Québec rattrape celle des ménages vivant dans l'une ou l'autre des autres provinces canadiennes. Pour l'échantillon global, on parle d'une augmentation de près de 10 % au Québec par rapport au reste du Canada, ce qui représente un

montant de 1774 \$. Aussi, le rattrapage de la consommation, et donc du niveau de vie de ce groupe cible, est encore plus prononcé pour les mères monoparentales ayant de très jeunes enfants à charge. Pour les mères ayant un enfant à charge de 10 ans et moins, le coefficient estimé par la différence-en-différences se chiffre à 12,2 %, et à 16,4 % pour les mères monoparentales ayant un enfant de 5 ans et moins à charge.

Donc, vraisemblablement les récentes bonifications apportées à la politique familiale québécoise montrent des effets positifs. En premier lieu, on voit une évolution plus rapide de la consommation chez les ménages composés de mères monoparentales avec enfants du Québec en comparaison avec ceux du reste du Canada. En deuxième lieu, celles ayant de jeunes enfants à charge, montrant le niveau de consommation le plus faible au sein même de ce groupe cible, sont également celles qui semblent avoir le plus profité des initiatives prises par le gouvernement.

Les tableaux 5.1 et 5.2 regroupent également les résultats des régressions de l'équation (3.1) pour les différents postes de dépenses en consommation pour tous nos sous-échantillons de mères monoparentales avec enfants à charge (k = poste de dépenses). Les résultats proviennent d'une différence-en-différences entre les moyennes des dépenses au Québec et au Canada. Plus précisément, les résultats présentés correspondent aux paramètres estimés pour l'estimateur différence-en-différences (β_3). Ils sont affichés en niveau ainsi qu'en variation.

D'abord, à l'exception d'une diminution attendue dans les dépenses pour les vêtements de jeunes enfants (0-4 ans), le sous-échantillon des mères monoparentales ayant à charge un enfant de 11 à 17 ans ne montre aucun coefficient significatif pour les autres postes de dépenses. Évidemment, certaines des politiques à l'étude dont nous tentons de mesurer l'effet concernent d'abord les familles avec de jeunes enfants tels que les congés parentaux et les places en garderies subventionnées. Donc, il est normal de s'attendre à un effet sur la consommation plus marqué chez nos échantillons composés de ménages ayant de jeunes enfants à charge. Ensuite, l'augmentation des dépenses en consommation fut plus prononcée au Québec comparativement au reste du Canada pour les

catégories suivantes : la nourriture, les vêtements, les dépenses pour la maison (ameublement et entretien), le loyer et le loisir. Cependant, les postes montrant des résultats statistiquement significatifs pour la majorité de nos sous-échantillons sont les dépenses pour la maison (ameublement), le loyer et le loisir. Plus précisément, pour les dépenses en ameublement pour la maison, l'évolution au Québec comparativement au reste du Canada se chiffre à 37,6 % pour les mères monoparentales constituant notre échantillon global (MONO 0-17), et augmente jusqu'à 63,4 % pour celles de 21 à 59 ans ayant un enfant à charge de 0 à 5 ans. Tous les coefficients sont significatifs, excepté pour le groupe (MONO 11-17) tel que mentionné préalablement.

Encore une fois, les régressions montrent des résultats significatifs pour les mêmes sous-échantillons en ce qui concerne le loyer. En effet, ce poste de dépense accapare une grande partie de la consommation totale courante. Les mères monoparentales ayant au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans sont celles ayant augmenté le plus leurs dépenses pour cette catégorie. En niveau, cette augmentation correspond à un montant de 919 \$. Par contre, en ce qui a trait aux dépenses de loisir, ce sous-groupe (MONO 0-5) ne montre pas de résultat significatif. Pour les autres sous-échantillons, les coefficients obtenus pour le loisir sont tous significatifs et se situent en moyenne autour de 20 %.

5.1.1.2 Changements dans les habitudes de consommation

Ensuite, afin d'analyser l'évolution des habitudes de dépenses en consommation des ménages à faible revenu suite aux réformes apportées à la politique familiale québécoise, une régression par Moindres Carrés Ordinaires, toujours selon l'approche de la différence-en-différences a été opérée pour les postes de dépenses exprimés cette fois en ratio par rapport à la consommation totale courante ($k = \text{part de dépenses}$). Donc, les résultats présentés au tableau 5.3 illustrent les changements au Québec comparativement au reste du Canada, pour les mères monoparentales avec enfants à charge, de l'ampleur qu'occupent les différents postes de dépenses dans la consommation totale.

Généralement, pour les familles à faible revenu, les postes de dépenses utilisés afin de

satisfaire les besoins de base tels que la nourriture, le loyer et l'entretien ménager sont les plus accaparants. Selon nos résultats, le portrait global qu'il est possible de dresser est une baisse dans la part des dépenses accordée à la nourriture, le transport, les vêtements, ainsi que les produits du tabac et de l'alcool. En contrepartie, la part des dépenses en consommation pour les postes comme l'éducation, l'ameublement, l'entretien ménager, le loyer et le loisir a augmenté. L'effet sur les postes comme la santé, les jeux de hasard et la lecture est ambigu ; les coefficients se situent en dessous de 1 % et sont positifs pour certains sous-groupes, tandis que négatifs pour d'autres. Cependant, peu de ces résultats sont statistiquement significatifs. Tout de même, pour les mères monoparentales de 21 à 59 ans ayant un enfant à charge de 0 à 17 ans, la baisse dans la part des dépenses octroyée à la nourriture est significative. Aussi, la baisse remarquée pour les produits du tabac et de l'alcool est également significative pour ce même échantillon, ainsi que les mères ayant des enfants de 11 à 17 ans à charge.

Donc, malgré peu de résultats statistiquement significatifs, les tendances générales sont assez positives. D'abord, une baisse importante dans la part des dépenses accordée aux produits du tabac et de l'alcool, de la nourriture et du transport pour tous nos échantillons. Aussi, une hausse de l'ampleur des dépenses liées de plus près au bien-être familial et au développement des enfants comme l'éducation, la lecture, le loisir, et l'ameublement pour la maison.

5.1.1.3 Résultats pour les biens durables

Finalement, afin de voir l'évolution du bien-être chez les familles à moindre revenu, une régression par MCO a été effectuée pour plusieurs catégories de biens durables ($k =$ bien durable). Les coefficients estimés apparaissent au tableau 5.4 présenté à la fin de cette section. Généralement, en période de prospérité ou lorsque ces ménages voient leur revenu augmenter, ils auront tendance à en profiter pour se procurer certains biens durables, représentant des dépenses d'une ampleur importante. À l'opposé, lors de périodes plus difficiles, les dépenses en biens durables sont fréquemment celles qui devront attendre et seront mises de côté en premier chez les ménages à plus faible revenu. Nous

avons donc considéré un ensemble de biens : cellulaire, ordinateur, nombre de télévision, laveuse, sècheuse, air climatisé, lave-vaisselle, nombre de véhicule propriétaire et véhicule en location. Ces biens sont tous liés au bien-être des familles et particulièrement des enfants, directement ou indirectement. Aussi, leur possession encourage certainement la diminution du stress chez les parents et favorise le loisir.

Alors, par une différence-en-différences entre les ménages composés de mères monoparentales avec enfants du Québec et celles du reste du Canada, pour l'échantillon global des mères ayant un enfant à charge de 0 à 17 ans, nous obtenons des résultats significatifs pour les catégories suivantes : cellulaire, air climatisé et véhicule de location. Aussi, pour la catégorie cellulaire, les sous-groupes (MONO 0-5) et (MONO 11-17) montrent également des coefficients significatifs allant jusqu'à 12,6 % pour les (MONO 11-17). Pour les femmes monoparentales ayant à charge un enfant de 0 à 5 ans, le cellulaire est la seule catégorie montrant un résultat significatif qui se chiffre à 17 %. Couramment, il arrive que les ménages diminuent leurs dépenses pour certains biens comme le loisir et les biens durables durant les premières années suivant la naissance d'un enfant. Sinon, pour le sous-groupe (MONO 11-17), les femmes monoparentales du Québec ont vu leur propriété en biens durables augmenter plus rapidement au cours de la période post réforme en ce qui concerne les ordinateurs ainsi que les véhicules en location.

Finalement, les tendances générales qui se dessinent sont mixtes. Tel que démontré par le tableau 5.4 qui résume les estimations sur les biens durables pour nos échantillons de mères monoparentales avec enfants, plusieurs catégories de biens montrent tout de même des coefficients négatifs. Donc, la hausse du revenu et de la consommation chez ces familles du Québec suite aux réformes n'a peut-être pas été assez imposante afin de rendre plus accessibles certains biens durables pouvant améliorer le niveau et la qualité de vie de ceux-ci.

5.1.2 Les ménages composés de couples avec enfants à charge

5.1.2.1 Résultats pour la consommation totale et les postes de dépenses

Les tableaux 5.5 et 5.6 présentent maintenant les résultats de la régression de l'équation (3.1) pour la consommation totale équivalente et les différents postes de dépenses pour l'échantillon des couples avec enfants. Tout comme pour les mères monoparentales, les résultats sont présentés pour l'échantillon global mais également pour tous nos sous-échantillons formés selon l'âge du plus jeune enfant à charge. Par une différence-en-différences entre les moyennes de consommation des couples avec enfants au Québec et dans le reste du Canada, nous obtenons des résultats statistiquement significatifs pour deux de nos sous-échantillons : les couples ayant un enfant à charge entre 0 et 12 ans (COUPLES 0-12) ainsi qu'entre 6 et 12 ans (COUPLES 6-12). On parle dans le cas le plus fort d'une différence de près de 7 % dans l'évolution de la consommation totale pour les couples avec enfants de 6 à 12 ans. En niveau, ceci correspond à un montant de 719 \$.

Donc, il est possible de conclure que les ménages résidant au Québec, composés de couples avec au moins un enfant à charge, montrant une évolution de leur consommation et de leur niveau de vie plus rapide que dans le reste du Canada, s'avèrent être encore une fois les familles relativement jeunes ayant un enfant à charge de moins de 12 ans. Tel qu'illustraient les graphiques exposés dans la section des statistiques descriptives, le rattrapage en ce qui concerne la consommation totale semblait concentré au bas de la distribution, généralement composé de jeunes familles. Donc, un lien cohérent se dessine ici entre ces différents graphiques et nos régressions. En effet, pour les couples ayant à charge des enfants plus âgés, soient entre 11 et 17 ans, les résultats des régressions sur la consommation totale sont même négatifs.

Les tableaux 5.5 et 5.6 présentent aussi les résultats obtenus de la régression par MCO pour les différents postes de dépenses en consommation pour les couples avec enfants du Québec en comparaison avec ceux du reste du Canada ($k =$ poste de dépenses).

Premièrement, les estimations pour le poste (éducation) montrent plusieurs résultats significatifs. Sans surprise, les coefficients significatifs obtenus concernent les couples relativement jeunes ou ayant de jeunes enfants à charge. L'augmentation des dépenses en éducation la plus importante au Québec relativement au reste du Canada provient des couples avec au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans (COUPLES 0-5) présentant un coefficient de 26,7 %.

Ensuite, trois postes de dépenses majeurs, soient la nourriture, le transport et les vêtements ne montrent pas sinon très peu de résultats significatifs. Tout de même, certaines tendances se dessinent. D'abord, les couples avec enfants du Québec semblent avoir haussé leurs dépenses envers la nourriture provenant de restaurants, tandis qu'ils ont légèrement diminué les dépenses en nourriture provenant des épiceries. Ensuite, la moyenne des dépenses en transport, autant privé que public, a augmenté plus rapidement au Québec que dans le RdC sans toutefois montrer de résultats significatifs. À l'inverse, les dépenses effectuées pour l'achat de vêtements ont été moins élevées au Québec pour la période à l'étude.

Maintenant, si on s'attarde aux postes de dépenses montrant le plus de résultats significatifs on peut remarquer une diminution drastique des dépenses pour le jeu et les produits du tabac et de l'alcool. En effet, on peut faire un lien avec les nombreuses campagnes de sensibilisation produites afin de combattre la dépendance au jeu, ainsi que les taxes toujours plus élevées sur le tabac. Aussi, pour notre échantillon global ainsi que pour tous nos sous-groupes, les dépenses en santé pour les couples avec enfants au Québec ont augmenté significativement plus rapidement que dans le reste du Canada. Les résultats montrent une différence allant jusqu'à 20,7 % pour les couples avec un enfant de 6 à 12 ans (COUPLES 6-12). Enfin, il est important de noter une diminution, même si elle n'est pas toujours significative, chez tous nos sous-échantillons des dépenses pour le loisir.

Donc, les résultats obtenus des régressions sur les différents postes de dépenses sont ici beaucoup moins clairs et surtout moins élevés que ceux obtenus des mêmes régressions

pour l'échantillon des mères monoparentales. En effet, les initiatives du gouvernement ciblent les ménages à faible revenu, considérablement composés de familles monoparentales. Par contre, certains de nos sous-échantillons, notamment ceux ayant de jeunes enfants à charge, ont vu leur consommation augmenter plus rapidement que dans le reste du Canada au cours de la période post réforme. Également, certains points positifs sont à retenir. D'abord, une diminution marquée des dépenses pour les produits du tabac et de l'alcool ainsi que pour le jeu. Aussi, une augmentation des dépenses en santé et en éducation. À l'opposé, comme point négatif, une diminution généralisée des dépenses pour le loisir.

5.1.2.2 Changements dans les habitudes de consommation

Après avoir observé et analysé les résultats des régressions de la consommation équivalente et des différents postes de dépenses à partir de l'équation (3.1), nous avons pu tirer certaines conclusions. Maintenant, pour poursuivre l'analyse, nous nous sommes intéressés à l'évolution des parts qu'occupent les différents postes dans la consommation totale, tel que nous l'avons fait pour les mères monoparentales. Certainement, les résultats des régressions sur les postes de dépenses exprimés en ratio par rapport à la consommation totale montrent généralement les mêmes tendances que les résultats des régressions sur les postes de dépenses mêmes. Par contre, à l'occasion, les tendances peuvent diverger.

Alors, tel que mentionné préalablement, pour les familles à faible revenu, les postes de dépenses permettant de combler les besoins de base sont habituellement ceux qui occupent la plus grande part des dépenses en consommation comme la nourriture, le transport et le loyer par exemple. Donc, dans notre cas, il est intéressant de voir si la hausse de revenu disponible et de dépenses en consommation ayant suivi a été suffisante afin de permettre aux couples avec enfants du Québec d'augmenter leur part de dépenses en consommation pour d'autres postes que ceux énumérés précédemment. Les résultats des régressions sur les postes de dépenses exprimés en ratio par rapport à la consommation totale pour les couples avec enfants du Québec comparativement au couples avec enfants du reste du Canada sont présentés au tableau 5.7, apparaissant un

peu plus loin dans cette section.

Pour débiter, trois de nos échantillons montrent des résultats très similaires et il s'agit des couples avec enfants de 0 à 17 ans, de 0 à 5 ans et de 0 à 12 ans. Pour ces trois groupes, la part des dépenses octroyées à la nourriture, aux produits du tabac et de l'alcool et au jeu a diminué de façon significative au cours de la période post réforme comparativement aux couples avec enfants du RdC. À l'inverse, la part des dépenses qu'occupent les postes suivants : l'éducation, les vêtements pour enfants (0-4 ans) et la santé a augmenté. Aussi, sans être statistiquement significative, on peut remarquer une baisse dans la part des dépenses accordées pour les activités de loisir. Ensuite, pour notre sous-échantillon de couples ayant au moins un enfant de 6 à 12 ans à charge, les résultats montrent une diminution importante de la part des dépenses consacrées à la nourriture et aux produits du tabac et de l'alcool. Encore, pour les couples avec enfants de 11 à 17 ans à charge, la part des dépenses en nourriture provenant de restaurants a augmenté de plus ou moins un demi-point de pourcentage. Aussi, la part des dépenses liées à la santé a augmenté plus rapidement au Québec que dans le reste du Canada pour ce même groupe, avec un coefficient de 0,6 %. Finalement, il y a eu diminution dans la part des dépenses accordées aux vêtements pour très jeunes enfants, au jeu, ainsi qu'à l'entretien de la maison.

En conclusion, les tendances qui dominent les régressions sur les postes de dépenses exprimés en ratio par rapport à la consommation totale ressemblent de près à celles remarquées lors des régressions effectuées sur les postes de dépenses mêmes. D'abord, une diminution plus prononcée que dans le reste du Canada en ce qui concerne la part des dépenses liées aux produits du tabac et de l'alcool, au jeu et à la nourriture. Ensuite, une hausse des parts de dépenses accordées à l'éducation et à la santé. Finalement, une baisse de la part des dépenses utilisées à des fins de loisir.

5.1.2.3 Résultats pour les biens durables

Malgré que les initiatives du gouvernement en terme de politiques familiales semblent avoir moins touché drastiquement notre échantillon de couples avec enfants du Québec, pour terminer notre analyse qui utilise la régression par MCO, nous avons procédé à une régression pour les biens durables suivant : cellulaire, ordinateur, internet, nombre de télévision, laveuse, sècheuse, air climatisé, lave-vaisselle, nombre de véhicule propriétaire et véhicule en location. Les résultats, présentés au tableau 5.8, nous permettront donc de vérifier si la hausse du niveau de vie des couples avec enfants du Québec a permis d'encourager une plus grande consommation de biens durables durant la période post réforme, débutant en 2005, comparativement aux couples avec enfants du reste du Canada.

Pour commencer, les postes montrant des résultats significatifs sont le cellulaire, les ordinateurs, l'internet, l'air climatisé et le nombre de véhicules propriétaires. En premier lieu, la catégorie cellulaire montre des résultats significatifs pour trois de nos sous-échantillons soient les couples avec enfants à charge de 0 à 17 ans, 0 à 5 ans et 0 à 12 ans. Les coefficients se situent entre 3.5 % et 5 %. Ensuite, les dépenses envers les catégories tels que les ordinateurs et l'internet ont augmenté plus rapidement au Québec que dans le reste du Canada pour tous nos sous-échantillons. Tous les coefficients sont significatifs à un niveau de confiance de 99 % et se situent entre 7 % et 8.8 %. Aussi, l'air climatisé et le nombre de véhicules propriétaires sont des catégories montrant des résultats significatifs pour tous nos sous-échantillons, excepté celui des couples avec enfants de 11 à 17 ans. Encore, les coefficients sont assez élevés. En ce qui concerne l'air climatisé on parle dans le cas le plus fort d'un coefficient de 9.9 % pour les couples avec enfants de 0-5 ans, pour le nombre de véhicules propriétaires les couples avec enfants de 6-12 ans montrent le résultat le plus important avec un coefficient de 13 %.

Donc, en conclusion, les résultats obtenus de la régression sur les biens durables sont assez marquants. D'abord, la très grande majorité des catégories montrent des résultats positifs et plusieurs sont statistiquement significatifs. Finalement, une hausse dans la

possession de ces biens pour les familles composées de couples avec enfants au Québec apporte certainement une amélioration de leur qualité de vie en plus d'encourager la diminution du stress chez les parents.

5.2 Régression quantile

Maintenant, pour conclure notre analyse portant sur l'évolution de la consommation des ménages québécois suite à des réformes importantes ayant été appliquées sur les politiques familiales de la province, nous avons décidé de procéder à une régression quantile sur la consommation totale équivalente. Donc, une régression a été effectuée à différents percentiles de la distribution de la consommation, afin de voir l'évolution du bien-être des ménages du Québec comparativement à ceux du reste du Canada selon leur niveau de vie et leur niveau de consommation actuels.

Puisque notre analyse cible les familles à faible revenu, nous sommes intéressés à examiner, en premier lieu, si les initiatives du gouvernement ont permis un certain rattrapage en ce qui concerne la consommation des ménages composant les premiers quartiles de la distribution. Lors de nos estimations par MCO, ces ménages à plus faible revenu étaient en partie représentés par les ménages ayant de jeunes enfants à charge. L'hypothèse derrière ce choix est que les plus jeunes familles, ayant de plus jeunes enfants, font généralement partie des familles à faible ou moyen revenu. Aussi, les familles monoparentales représentées par notre premier échantillon font elles-mêmes fréquemment partie des premiers quartiles de la distribution. Cette fois, la régression quantile nous permettra de regarder directement l'évolution de la consommation à différents niveaux de cette distribution. Aussi, elle pourra confirmer ou appuyer les tendances que notre analyse descriptive et nos régressions par MCO nous ont permis de dresser.

Les résultats sont affichés au tableau 5.9 présenté à la fin de la présente section.

5.2.1 Les ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge

Pour commencer, la régression a été effectuée sur notre échantillon global de femmes monoparentales de 21 à 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans. Nous avons étudié l'évolution de la consommation de 2005-2009 par rapport à 1997-2004 en comparant les mères monoparentales du Québec et du reste du Canada aux 10ème,

25ème, 50ème, 75ème et 90ème percentiles de la distribution. Nos résultats sont statistiquement significatifs pour tous ces percentiles de consommation, excepté le 90ème, ce qui pourrait être expliqué partiellement par un manque potentiel d'observations pour cette partie de la distribution.

Donc, les tendances observées lors de notre analyse descriptive et de nos autres estimations semblent se confirmer par ces résultats. Premièrement, dans la section descriptive, la hausse de la consommation des familles monoparentales dont le chef de famille est une femme pour la période post réforme était de 10,17 % pour les Québécoises, et de 2,98 % pour celles des autres provinces canadiennes. Un écart sensiblement important. Ensuite, en observant l'évolution de la consommation graphiquement à certains percentiles, nous avons remarqué que le rattrapage du niveau de vie des mères monoparentales du Québec était plus marqué au bas ainsi qu'au haut de la distribution. Encore, lors de nos estimations par MCO, les résultats les plus élevés concernaient les femmes monoparentales ayant les plus jeunes enfants à charge, représentant selon nous une part importante de ces femmes ayant les plus faibles revenus. Les résultats de la régression quantile dressent un portrait similaire. Les résultats les plus forts ciblent le premier décile de la distribution avec un coefficient significatif de 11,40 %, ainsi que les ménages se situant plus près du 75ème percentile avec un coefficient de 10,50 %. Le résultat le plus faible se retrouve à la médiane avec un coefficient tout de même significatif de 7,70 %.

5.2.2 Les ménages composés de couples avec enfants à charge

Ensuite, la régression quantile a également été effectuée sur l'échantillon global de couples avec enfants de 21 à 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans. Les comparaisons entre périodes, provinces ainsi que les percentiles ciblés dans la régression sont les mêmes que pour l'échantillon de mères monoparentales avec enfants. Cette fois, nous n'obtenons qu'un seul résultat significatif au 25ème percentile de la distribution montrant un coefficient de 3,9 %. Au-delà de la médiane, les résultats sont mêmes négatifs.

Donc, encore une fois, les résultats de la régression quantile semblent appuyer le portrait ayant été dressé par l'analyse descriptive et les estimations par MCO réalisées précédemment. D'abord, dans la section d'analyse descriptive, l'augmentation de la consommation au cours de la période post réforme pour notre échantillon de couples avec enfants s'élevait à 6,53 % pour ceux provenant du Québec comparativement à 2,54 % pour ceux provenant des autres provinces canadiennes. Un écart important mais moins prononcé que celui remarqué pour l'échantillon de femmes monoparentales. Après, en observant l'évolution de la consommation cette fois par percentile de consommation, il était assez clair que sous la médiane il semblait y avoir rattrapage du niveau de consommation des couples avec enfants du Québec, mais qu'un écart semblait persister et même se creuser pour les quartiles au-dessus de la médiane. Ensuite, cette tendance fut confirmée par nos estimations par MCO. Les couples avec de jeunes enfants à charge ont montré les résultats les plus forts, tandis que ceux ayant à charge des enfants entre 11 et 17 ans ont montré des résultats négatifs. Les mêmes tendances se dessinent par la régression quantile. Premièrement, les résultats sont positifs pour les quartiles au-dessous de la médiane de la distribution avec un résultat statistiquement significatif pour le 25ème percentile. Deuxièmement, au-dessus de la médiane, les résultats ne sont pas significatifs et les coefficients sont négatifs.

Finalement, les récentes bonifications et les investissements apportés à la politique familiale du Québec semblent montrer des effets positifs sur la consommation de nos groupes cibles. Les tendances et les estimations obtenues par la régression quantile viennent appuyer cette hypothèse. Vraisemblablement, les ménages à faible revenu au Québec semblent mieux soutenus que dans le reste du Canada. En ce qui concerne les familles monoparentales dont le chef de famille est une femme, les coefficients estimés sont tous positifs, excepté au 90ème percentile de la distribution, et ils se situent en moyenne autour de 10 %. Dans l'ensemble des ménages au Québec et au Canada, ce groupe fait généralement partie des ménages montrant les plus faibles revenus. Donc, il est cohérent qu'une bonification des politiques familiales offrant des transferts plus généreux aux ménages à faible revenu montre des effets à travers toute la distribution

pour cet échantillon. D'un autre côté, pour les couples avec enfants du Québec, l'effet se fait également ressentir mais semble être surtout condensé au bas de la distribution, majoritairement composé de jeunes familles. Le coefficient estimé au 25ème percentile est significatif et se chiffre à 4 %.

Tableau 5.1 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(1)

	MÈRES MONOPARENTALES AU OC RELATIVEMENT AU RDC			
	MONO 0-17 (\$)	MONO 0-17 (%)	MONO 0-5 (\$)	MONO 0-5 (%)
CONSUMMATION TOTALE	<u>1.774.3*</u> (691.1)	<u>0.099**</u> (0.037)	<u>2.291.3*</u> (1,034.3)	<u>0.164*</u> (0.069)
EDUCATION	92.8 (71.7)	0.219 (0.114)	119.7 (89.4)	<u>0.605*</u> (0.282)
NOURRITURE (TOTAL)	196.6 (112.2)	0.042 (0.046)	270.45 (178.6)	0.115 (0.070)
NOURRITURE (ÉPICERIES)	130.3 (89.5)	0.061 (0.068)	164.2 (137.1)	0.121 (0.069)
NOURRITURE (RESTAURANTS)	41.4 (48.5)	0.128 (0.095)	90.9 (73.3)	0.170 (0.198)
TRANSPORT (TOTAL)	66.6 (206.1)	0.172 (0.096)	208.0 (388.0)	0.048 (0.204)
TRANSPORT (PRIVÉ)	62.8 (206.3)	0.165 (0.097)	208.6 (388.6)	0.044 (0.205)
VÊTEMENTS	135.2 (91.0)	0.111 (0.068)	<u>288.9*</u> (127.9)	0.247 (0.144)
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	103.6 (76.3)	0.036 (0.085)	163.5 (99.2)	0.174 (0.168)
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	4.1 (11.0)	<u>-0.266*</u> (0.124)	37.4 (41.8)	-0.159 (0.185)
TABAC et ALCOOL	-55.9 (46.8)	-0.243 (0.127)	-24.2 (88.0)	-0.496 (0.266)
JEUX	45.7 (34.5)	-0.107 (0.184)	9.2 (14.0)	0.097 (0.417)
SANTÉ	<u>104.8*</u> (51.6)	0.072 (0.102)	-51.7 (63.9)	-0.157 (0.208)
ENTRETIEN MÉNAGER	117.5 (82.2)	<u>0.113*</u> (0.052)	239.6 (186.3)	0.204 (0.114)
AMEUBLEMENT	173.3 (92.1)	<u>0.376**</u> (0.107)	162.3 (120.3)	<u>0.634**</u> (0.203)
LOYER (HYPOTHÈQUE)	<u>691.7**</u> (226.4)	<u>0.143**</u> (0.045)	<u>918.7*</u> (383.0)	<u>0.214*</u> (0.089)
LECTURE	15.4 (10.3)	0.051 (0.104)	14.7 (17.0)	0.070 (0.221)
LOISIR	182.3 (162.9)	<u>0.163*</u> (0.081)	156.2 (140.9)	0.244 (0.141)
Observations (N)	8533	8481	2748	2731

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
* significatif à 5%, ** significatif à 1%

Notes: Les différentes dépenses en consommation sont toutes exprimées en termes réels, dollars de 2001, ainsi qu'ajustées selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14 ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.2 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(2)

	MÈRES MONOPARENTALES AU OC RELATIVEMENT AU RDC			
	MONO 0-10 (\$)	MONO 0-10 (%)	MONO 11-17 (\$)	MONO 11-17 (%)
CONSUMMATION TOTALE	<u>1.606.3*</u> (813.8)	<u>0.122**</u> (0.047)	2,007.6 (1,173.2)	0.066 (0.058)
EDUCATION	87.7 (66.9)	0.297 (0.158)	99.1 (139.1)	0.135 (0.162)
NOURRITURE (TOTAL)	214.0 (141.3)	0.068 (0.067)	164.4 (179.0)	-0.001 (0.058)
NOURRITURE (ÉPICERIES)	116.8 (115.7)	0.103 (0.107)	123.9 (139.0)	-0.012 (0.057)
NOURRITURE (RESTAURANTS)	51.9 (56.3)	0.160 (0.122)	38.8 (83.3)	0.086 (0.150)
TRANSPORT (TOTAL)	-125.5 (238.3)	0.153 (0.131)	337.7 (357.5)	0.193 (0.140)
TRANSPORT (PRIVÉ)	-126.9 (238.8)	0.146 (0.131)	331.4 (357.7)	0.186 (0.141)
VÊTEMENTS	109.0 (105.3)	0.129 (0.091)	168.6 (155.0)	0.088 (0.101)
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	31.4 (89.6)	-0.017 (0.111)	187.6 (128.6)	0.102 (0.130)
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	11.0 (18.8)	-0.167 (0.144)	-5.6 (7.2)	<u>-0.493*</u> (0.238)
TABAC et ALCOOL	-17.5 (61.4)	-0.176 (0.178)	-97.9 (72.6)	-0.294 (0.181)
JEUX	16.5 (11.2)	0.111 (0.255)	81.6 (75.3)	-0.312 (0.266)
SANTÉ	49.2 (55.0)	0.119 (0.140)	169.4 (92.9)	-0.006 (0.149)
ENTRETIEN MÉNAGER	111.1 (121.2)	0.120 (0.074)	103.2 (103.2)	0.099 (0.071)
AMEUBLEMENT	190.5 (131.5)	<u>0.547**</u> (0.143)	182.0 (132.5)	0.178 (0.161)
LOYER (HYPOTHÈQUE)	<u>706.4*</u> (274.6)	<u>0.172**</u> (0.061)	678.5 (370.8)	0.098 (0.066)
LECTURE	14.5 (11.6)	0.017 (0.143)	16.9 (18.4)	0.106 (0.152)
LOISIR	311.4 (190.3)	<u>0.227*</u> (0.109)	14.2 (275.7)	0.071 (0.118)
Observations (N)	5178	5152	3355	3329

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
* significatif à 5%, ** significatif à 1%

Notes: Les différentes dépenses en consommation sont toutes exprimées en termes réels, dollars de 2001, ainsi qu'ajustées selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14 ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.3 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, en ratio, selon groupes d'âge. (k = part de dépenses)

	MÈRES MONOPARENTALES AU QC RELATIVEMENT AU RDC			
	MONO 0-17	MONO 0-5	MONO 0-10	MONO 11-17
EDUCATION	0.002 (0.003)	0.008 (0.005)	0.002 (0.004)	0.001 (0.005)
NOURRITURE (TOTAL)	<u>-0.015*</u> (0.006)	-0.021 (0.012)	-0.015 (0.009)	-0.016 (0.009)
NOURRITURE (ÉPICERIES)	<u>-0.015*</u> (0.006)	-0.021 (0.012)	-0.017 (0.009)	-0.014 (0.008)
NOURRITURE (RESTAURANTS)	-0.001 (0.002)	0.001 (0.004)	-0.000 (0.002)	-0.001 (0.003)
TRANSPORT (TOTAL)	-0.004 (0.007)	-0.009 (0.014)	-0.011 (0.010)	0.005 (0.012)
TRANSPORT (PRIVÉ)	-0.005 (0.007)	-0.008 (0.015)	-0.011 (0.010)	0.004 (0.012)
VÊTEMENTS	-0.001 (0.004)	0.006 (0.006)	-0.003 (0.004)	0.002 (0.006)
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	-0.001 (0.003)	0.004 (0.004)	-0.005 (0.003)	0.004 (0.005)
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	-0.001 (0.001)	-0.001 (0.002)	-0.001 (0.001)	-0.000 (0.000)
TABAC et ALCOOL	<u>-0.007*</u> (0.003)	-0.008 (0.006)	-0.005 (0.004)	<u>-0.009*</u> (0.004)
JEUX	0.001 (0.001)	-0.000 (0.001)	0.001 (0.001)	0.001 (0.002)
SANTÉ	0.002 (0.002)	-0.005 (0.003)	0.001 (0.002)	0.003 (0.004)
ENTRETIEN MÉNAGER	0.000 (0.004)	0.002 (0.009)	-0.001 (0.005)	0.002 (0.004)
AMEUBLEMENT	0.005 (0.004)	0.008 (0.006)	0.007 (0.005)	0.004 (0.005)
LOYER (HYPOTHÈQUE)	0.015 (0.009)	0.021 (0.018)	0.017 (0.012)	0.013 (0.013)
LIECTURE	0.000 (0.000)	0.000 (0.001)	0.001 (0.001)	0.000 (0.001)
LOISIR	0.004 (0.005)	0.003 (0.008)	0.009 (0.006)	-0.003 (0.009)
Observations (N)	8533	2748	5178	3355

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
 Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
 * significatif à 5%; ** significatif à 1%

Notes: Les différents résultats sont exprimés en ratio par rapport à la consommation totale équivalente. Tous exprimés en termes réels, dollars de 2001, ainsi qu'ajustés selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.4 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, selon groupes d'âge. (k = biens durables)

	MÈRES MONOPARENTALES AU OC RELATIVEMENT AU RDC			
	MONO 0-17	MONO 0-5	MONO 0-10	MONO 11-17
CELLULAIRE	0.097** (0.034)	0.170** (0.062)	0.075 (0.046)	0.126* (0.052)
ORDINATEUR	0.041 (0.031)	-0.051 (0.070)	0.003 (0.044)	0.092* (0.043)
INTERNET	0.035 (0.033)	0.023 (0.069)	0.014 (0.048)	0.061 (0.046)
NOMBRE DE TÉLÉVISIONS	-0.004 (0.079)	-0.095 (0.141)	-0.165 (0.103)	0.201 (0.123)
LAVEUSE	-0.046 (0.025)	-0.076 (0.057)	-0.046 (0.036)	-0.044 (0.036)
SÉCHEUSE	-0.032 (0.027)	-0.072 (0.058)	-0.010 (0.036)	-0.056 (0.039)
AIR CLIMATISÉ	0.086* (0.036)	0.061 (0.070)	0.093 (0.048)	0.074 (0.053)
LAVE-VAISSELLE	0.071 (0.039)	0.052 (0.074)	0.059 (0.051)	0.075 (0.060)
NOMBRE DE VÉHICULES (PROPRIÉTAIRE)	-0.011 (0.048)	-0.008 (0.082)	0.029 (0.057)	-0.057 (0.080)
VÉHICULE EN LOCATION	0.057* (0.026)	-0.014 (0.035)	0.016 (0.031)	0.103* (0.043)
Observations (N)	8533	2748	5178	3355

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
* significatif à 5%; ** significatif à 1%
Notes: Toutes les variables à l'exception du nombre de télévisions et du nombre de véhicules propriétaires sont des variables dichotomiques. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.5 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(1)

	COUPLES AVEC ENFANTS AU OC RELATIVEMENT AU RDC				
	COUPLES 0-17 (\$)	COUPLES 0-17 (%)	COUPLES 0-5 (\$)	COUPLES 0-5(%)	COUPLES 0-12(\$)
CONSUMMATION TOTALE	-199.4 (314.6)	0.025 (0.015)	-42.3 (420.7)	0.027 (0.022)	294.6 (336.0)
EDUCATION	33.0 (30.9)	0.100 (0.051)	54.2 (31.0)	<u>0.267**</u> (0.089)	46.9 (30.0)
NOURRITURE (TOTAL)	1.3 (43.1)	0.001 (0.016)	11.7 (60.2)	-0.007 (0.025)	13.0 (47.0)
NOURRITURE (ÉPICERIES)	-0.6 (33.3)	-0.007 (0.018)	31.5 (47.0)	-0.010 (0.031)	7.3 (36.4)
NOURRITURE (RESTAURANTS)	16.4 (21.5)	0.039 (0.039)	-10.6 (29.0)	-0.035 (0.057)	14.3 (22.6)
TRANSPORT (TOTAL)	24.2 (124.2)	0.016 (0.034)	104.8 (175.0)	0.018 (0.053)	197.4 (133.8)
TRANSPORT (PRIVÉ)	22.8 (124.4)	0.013 (0.034)	104.4 (175.3)	0.016 (0.053)	196.5 (134.0)
VÊTEMENTS	<u>-76.3*</u> (37.4)	-0.007 (0.026)	-39.2 (49.4)	0.004 (0.040)	-30.5 (40.7)
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	<u>-60.8*</u> (23.7)	-0.056 (0.033)	-38.6 (27.0)	-0.077 (0.049)	-41.2 (25.0)
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	2.9 (5.2)	-0.020 (0.048)	8.4 (11.2)	0.038 (0.059)	7.5 (6.7)
TABAC et ALCOOL	<u>-61.2**</u> (20.3)	<u>-0.134**</u> (0.049)	<u>-74.3**</u> (25.6)	<u>-0.201**</u> (0.073)	<u>-63.0**</u> (21.9)
JEUX	<u>-10.6*</u> (4.9)	<u>-0.265**</u> (0.071)	<u>-17.2**</u> (6.5)	<u>-0.357**</u> (0.110)	-8.2 (5.0)
SANTÉ	<u>69.6**</u> (23.2)	<u>0.145**</u> (0.038)	54.2 (30.3)	<u>0.130*</u> (0.058)	<u>62.2*</u> (25.4)
ENTRETIEN MÉNAGER	-68.7 (36.9)	0.029 (0.023)	-67.9 (65.3)	0.057 (0.037)	-18.2 (44.0)
AMEUBLEMENT	-11.2 (40.6)	<u>0.097*</u> (0.048)	-14.0 (55.8)	<u>0.198**</u> (0.067)	22.5 (45.5)
LOYER (HYPOTHÈQUE)	-36.0 (100.5)	0.034 (0.020)	49.9 (146.4)	0.043 (0.030)	94.8 (111.52)
LECTURE	7.6 (4.2)	0.080 (0.043)	2.2 (5.1)	-0.001 (0.063)	<u>9.5*</u> (4.1)
LOISIR	<u>-267.6*</u> (121.1)	0.059 (0.035)	<u>-229.0*</u> (104.8)	0.039 (0.050)	<u>-188.8*</u> (95.2)
Observations (N)	44135	35561	18662	11995	33933

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
* significatif à 5%; ** significatif à 1%

Notes: Les différentes dépenses en consommation sont toutes exprimées en termes réels, dollars de 2001, ainsi qu'ajustées selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14 ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.6 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, en niveau et en variation, selon groupes d'âge. (k = consommation équivalente) et (k = poste de dépenses)(2)

	COUPLES AVEC ENFANTS AU OC RELATIVEMENT AU RDC				
	COUPLES 0-12(%)	COUPLES 6-12(\$)	COUPLES 6-12 (%)	COUPLES 11-17(\$)	COUPLES 11-17(%)
CONSUMMATION TOTALE	<u>0.046**</u> (0.017)	718.5 (551.4)	<u>0.068*</u> (0.027)	-1,094.5 (631.8)	-0.015 (0.027)
EDUCATION	<u>0.148*</u> (0.059)	35.9 (55.6)	0.047 (0.078)	26.9 (68.9)	0.004 (0.084)
NOURRITURE (TOTAL)	0.002 (0.018)	14.4 (74.2)	0.013 (0.025)	-4.6 (83.9)	0.011 (0.026)
NOURRITURE (ÉPICERIES)	-0.004 (0.021)	-17.9 (56.8)	0.006 (0.025)	-13.5 (64.2)	0.002 (0.028)
NOURRITURE (RESTAURANTS)	0.036 (0.044)	38.4 (35.8)	0.108 (0.068)	36.5 (44.3)	0.070 (0.070)
TRANSPORT (TOTAL)	0.058 (0.039)	294.7 (208.6)	0.097 (0.058)	-276.3 (246.2)	-0.065 (0.060)
TRANSPORT (PRIVÉ)	0.056 (0.039)	292.6 (208.7)	0.095 (0.058)	-277.3 (246.9)	-0.068 (0.060)
VÊTEMENTS	0.017 (0.030)	-21.4 (68.6)	0.024 (0.047)	<u>-214.9**</u> (74.9)	-0.080 (0.045)
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	-0.039 (0.037)	-43.2 (45.9)	-0.003 (0.057)	<u>-137.7**</u> (49.9)	-0.109 (0.059)
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	0.025 (0.051)	-2.1 (2.3)	-0.041 (0.091)	<u>-10.5**</u> (2.8)	<u>-0.287**</u> (0.105)
TABAC et ALCOOL	<u>-0.141*</u> (0.055)	-40.0 (38.2)	-0.058 (0.086)	-45.6 (41.4)	-0.086 (0.084)
JEUX	<u>-0.239**</u> (0.082)	3.5 (7.8)	-0.088 (0.121)	-16.0 (10.1)	<u>-0.329**</u> (0.122)
SANTÉ	<u>0.165**</u> (0.043)	71.4 (44.4)	<u>0.207**</u> (0.062)	<u>94.6*</u> (44.7)	0.136 (0.070)
ENTRETIEN MÉNAGER	<u>0.079**</u> (0.027)	57.4 (54.8)	<u>0.106**</u> (0.038)	<u>-157.7**</u> (51.1)	-0.066 (0.037)
AMEUBLEMENT	<u>0.157**</u> (0.053)	65.8 (77.1)	0.088 (0.086)	-89.9 (74.7)	-0.022 (0.087)
LOYER (HYPOTHÈQUE)	<u>0.058*</u> (0.023)	156.4 (172.0)	<u>0.077*</u> (0.035)	-353.5 (187.8)	-0.014 (0.037)
LECTURE	0.071 (0.047)	<u>17.1*</u> (6.9)	<u>0.148*</u> (0.070)	9.9 (9.1)	0.105 (0.078)
LOISIR	0.073 (0.039)	-112.4 (174.7)	0.111 (0.062)	-361.9 (311.1)	0.046 (0.061)
Observations (N)	26218	15271	14223	14534	13354

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
* significatif à 5%; ** significatif à 1%
Notes: Les différentes dépenses en consommation sont toutes exprimées en termes réels, dollars de 2001, ainsi qu'ajustées selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14 ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.7 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, en ratio, selon groupes d'âge. (k = part de dépenses)

	COUPLES AVEC ENFANTS AU OC RELATIVEMENT AU RDC				
	COUPLES 0-17	COUPLES 0-5	COUPLES 0-12	COUPLES 6-12	COUPLES 11-17
EDUCATION	<u>0.004**</u> (0.001)	<u>0.005**</u> (0.002)	<u>0.004**</u> (0.001)	0.004 (0.002)	0.005 (0.003)
NOURRITURE (TOTAL)	<u>-0.008**</u> (0.002)	<u>-0.009*</u> (0.003)	<u>-0.012**</u> (0.003)	<u>-0.015**</u> (0.004)	0.001 (0.004)
NOURRITURE (ÉPICERIES)	<u>-0.008**</u> (0.002)	<u>-0.007*</u> (0.003)	<u>-0.011**</u> (0.002)	<u>-0.016**</u> (0.004)	-0.002 (0.004)
NOURRITURE (RESTAURANTS)	0.001 (0.001)	-0.001 (0.001)	0.000 (0.001)	0.001 (0.002)	<u>0.004*</u> (0.002)
TRANSPORT (TOTAL)	0.002 (0.004)	0.004 (0.006)	0.006 (0.005)	0.006 (0.007)	-0.005 (0.008)
TRANSPORT (PRIVÉ)	0.002 (0.004)	0.004 (0.006)	0.006 (0.005)	0.006 (0.007)	-0.005 (0.008)
VÊTEMENTS	-0.001 (0.001)	0.000 (0.002)	-0.001 (0.002)	-0.002 (0.003)	-0.004 (0.003)
VÊTEMENTS (FEMMES ET FILLES)	-0.001 (0.001)	-0.001 (0.001)	-0.001 (0.001)	-0.002 (0.002)	-0.003 (0.002)
VÊTEMENTS (0-4 ANS)	<u>0.001*</u> (0.000)	<u>0.001*</u> (0.001)	<u>0.001**</u> (0.000)	0.000 (0.000)	<u>-0.000**</u> (0.000)
TABAC et ALCOOL	<u>-0.006**</u> (0.001)	<u>-0.008**</u> (0.001)	<u>-0.007**</u> (0.001)	<u>-0.005*</u> (0.002)	-0.003 (0.002)
JEUX	<u>-0.001**</u> (0.000)	<u>-0.001**</u> (0.000)	<u>-0.001*</u> (0.000)	0.000 (0.000)	<u>-0.001*</u> (0.001)
SANTÉ	<u>0.004**</u> (0.001)	<u>0.004*</u> (0.002)	<u>0.003**</u> (0.001)	0.003 (0.002)	<u>0.006**</u> (0.002)
ENTRETIEN MÉNAGER	-0.001 (0.001)	0.000 (0.002)	0.001 (0.002)	0.003 (0.002)	<u>-0.004**</u> (0.002)
AMEUBLEMENT	0.002 (0.002)	0.004 (0.002)	0.003 (0.002)	0.002 (0.002)	-0.002 (0.002)
LOYER (HYPOTHÈQUE)	0.002 (0.004)	0.005 (0.005)	0.003 (0.004)	0.001 (0.006)	-0.001 (0.006)
LECTURE	<u>0.000*</u> (0.000)	0.000 (0.000)	<u>0.000*</u> (0.000)	<u>0.001*</u> (0.000)	0.001 (0.000)
LOISIR	-0.001 (0.003)	-0.003 (0.004)	-0.003 (0.003)	-0.001 (0.006)	0.002 (0.006)
Observations (N)	44135	18662	33933	15271	14534

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
 Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
 * significatif à 5%; ** significatif à 1%

Notes: Les différents résultats sont exprimés en ratio par rapport à la consommation totale équivalente. Tous exprimés en termes réels, dollars de 2001, ainsi qu'ajustés selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.8 Estimation de β_3 dans l'équation (3.1) pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, selon groupes d'âge. (k = biens durables)

	COUPLES AVEC ENFANTS AU OC RELATIVEMENT AU RDC				
	COUPLES 0-17	COUPLES 0-5	COUPLES 0-12	COUPLES 6-12	COUPLES 11-17
CELLULAIRE	<u>0.036*</u> (0.015)	<u>0.050*</u> (0.024)	<u>0.042*</u> (0.018)	0.030 (0.027)	0.019 (0.026)
ORDINATEUR	<u>0.084**</u> (0.011)	<u>0.077**</u> (0.018)	<u>0.088**</u> (0.013)	<u>0.088**</u> (0.017)	<u>0.073**</u> (0.016)
INTERNET	<u>0.080**</u> (0.013)	<u>0.069**</u> (0.021)	<u>0.079**</u> (0.015)	<u>0.081**</u> (0.022)	<u>0.076**</u> (0.020)
NOMBRE DE TÉLÉVISIONS	-0.019 (0.042)	-0.048 (0.053)	-0.048 (0.044)	-0.039 (0.075)	0.050 (0.084)
LAVEUSE	0.009 (0.008)	<u>0.032*</u> (0.014)	0.016 (0.010)	-0.007 (0.013)	-0.011 (0.012)
SÈCHEUSE	-0.002 (0.009)	0.009 (0.015)	0.006 (0.011)	-0.000 (0.015)	-0.016 (0.014)
AIR CLIMATISÉ	<u>0.079**</u> (0.017)	<u>0.099**</u> (0.026)	<u>0.095**</u> (0.020)	<u>0.090**</u> (0.030)	0.059 (0.031)
LAVE-VAISSELLE	0.014 (0.015)	0.033 (0.023)	0.013 (0.017)	-0.015 (0.026)	0.003 (0.026)
NOMBRE DE VÉHICULES (PROPRIÉTAIRE)	<u>0.074*</u> (0.032)	0.079 (0.042)	<u>0.106**</u> (0.033)	<u>0.130*</u> (0.052)	0.033 (0.067)
VÉHICULE EN LOCATION	0.014 (0.017)	0.001 (0.024)	0.007 (0.019)	0.013 (0.028)	0.001 (0.032)
Observations (N)	44135	18662	33933	15271	14534

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM
Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses
* significatif à 5%; ** significatif à 1%
Notes: Toutes les variables à l'exception du nombre de télévisions et du nombre de véhicules propriétaires sont des variables dichotomiques. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.

Tableau 5.9 Régression quantile (05-09)-(97-04), selon percentiles de consommation. Estimation de β_3 dans l'équation (3.2) pour les échantillons représentant les ménages composés de mères monoparentales avec enfants et de couples avec enfants.

	Période (2005-2009) - (1997-2004)	
	Mères monoparentales avec enfants au QC relativement au RdC	Couples avec enfants au QC relativement au RdC
q.(10)	<u>0.114*</u> (0.049)	0.032 (0.026)
q.(25)	<u>0.101*</u> (0.041)	<u>0.039*</u> (0.018)
q.(50)	<u>0.077*</u> (0.038)	0.019 (0.016)
q.(75)	<u>0.105*</u> (0.041)	-0.005 (0.018)
q.(90)	0.083 (0.051)	-0.015 (0.023)
Observations (N)	8533	44135
Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM Les écarts-types robustes sont présentés entre parenthèses * significatif à 5%; ** significatif à 1%		
Notes: La consommation totale est exprimée en termes réels et ajustée selon la composition du ménage. Les variables de contrôle sont l'âge de la mère, l'âge de la mère au carré, le nombre d'enfants entre 0-4 ans, 5-14ans, et 15-19 ans ainsi que la taille urbaine.		

CONCLUSION

Depuis les années 1990, le gouvernement du Québec a été très proactif et a élaboré différentes initiatives en ce qui concerne sa politique familiale. D'abord, les services de garde à contribution réduite en 1997, et depuis le milieu des années 2000, le Soutien aux enfants, la Prime au travail, ainsi que le Régime québécois d'assurance parentale. Toutes ces politiques suivent sensiblement les mêmes objectifs : une meilleure conciliation travail-famille, une présence plus accrue des femmes sur le marché du travail, une meilleure égalité des chances, le soutien de la courbe démographique, ainsi que la lutte à la pauvreté. Les sommes récemment investies dans le cadre de l'implantation de ces politiques sont considérables. Pour l'année 2009, les dépenses liées à la politique familiale du Québec représentent un montant de 6,5 milliards provenant du gouvernement du Québec, et de 3,6 milliards provenant du gouvernement fédéral (Ministère des Finances du Québec, 2009). Il est donc important d'analyser leurs effets de court et de long terme sur les groupes les plus ciblés par celles-ci.

Le présent mémoire a donc tenté d'évaluer les impacts de ces initiatives prises par le gouvernement du Québec sur le bien-être de certains groupes à risque, en exploitant une mesure de plus en plus utilisée dans les études d'impacts puisqu'elle s'avère plus juste et adéquate, soit la consommation. Le mémoire estime alors les répercussions sur les dépenses en consommation de différents types de ménages à faible revenu du Québec en comparaison avec le reste du Canada.

Le premier groupe retenu pour nos estimations fut les mères monoparentales, représentant une part non négligeable des ménages québécois vivant dans la pauvreté. En conséquence, elles font partie des groupes les plus ciblés dans l'élaboration des politiques familiales. Effectivement, la majorité des politiques analysées dans cette étude prévoient des transferts supplémentaires pour les familles monoparentales et sont donc, dans des propor-

tions assez importantes, plus généreuses envers ces familles. Suite aux différentes estimations par MCO et à la régression quantile effectuées sur la consommation des mères monoparentales, nous pouvons conclure que les récentes bonifications apportées à la politique familiale du Québec montrent des effets positifs significatifs sur la consommation et le niveau de vie de ce groupe cible. En résumé, il est possible d'observer un rattrapage du niveau de consommation des mères monoparentales du Québec envers celles du reste du Canada pendant la période post réforme analysée, soit de 2005 à 2009. Aussi, la flexibilité qu'offre le nouveau Régime d'assurance parentale et l'aide financière, ainsi que la motivation à travailler proposées par les autres politiques semblent avoir aidé les jeunes mères en premier lieu, montrant fréquemment les plus faibles revenus. De plus, les estimations sur les dépenses en consommation des mères monoparentales montrent également que de plus amples ressources sont maintenant investies pour des dépenses liées de plus près au bien-être et au développement des enfants.

Ensuite, le deuxième échantillon retenu pour notre analyse fut les couples avec enfants. En comparant les couples avec enfants du Québec avec ceux des autres provinces canadiennes par les mêmes méthodes d'estimations qu'utilisées pour l'échantillon de mères monoparentales, il est possible de conclure que les investissements apportés à la politique familiale au Québec ont encouragé une évolution rapide du niveau de consommation de certains ménages au sein de groupe cible. En fait, les couples ayant relativement de jeunes enfants à charge semblent être ceux ayant profité le plus des récents changements apportés à cette politique. Les résultats produits par les régressions sur la consommation des couples avec enfants sont moins élevés que pour l'échantillon des mères monoparentales. Tout de même, nous avons observé un rattrapage du niveau de consommation en ce qui concerne les couples avec enfants du Québec montrant les plus faibles revenus, se situant au bas de la distribution de la consommation. Par contre, à partir de la médiane, un écart persiste et semble même se creuser au haut de la distribution. Finalement, nos estimations sur les biens durables montrent que la hausse du niveau de vie de certains des ménages composés de couples avec enfants a encouragé l'achat de plusieurs biens durables permettant une meilleure qualité de vie et une amélioration du bien-être de

ces familles et leurs enfants.

Donc, suites aux différentes recherches ayant montré l'impact positif des récentes bonifications apportées aux politiques familiales québécoises sur la participation des femmes au marché du travail ainsi que sur le revenu de certains groupes à risque, nous avons maintenant démontré que ces initiatives agissent positivement sur la consommation, et donc sur le bien-être des ménages québécois à plus faible revenu. L'écart entre le niveau de consommation des mères monoparentales et des couples avec enfants du Québec et du reste du Canada tend à diminuer, néanmoins, pour ces familles ayant de jeunes enfants à charge. Il serait intéressant d'utiliser, lorsqu'elles seront disponibles, les prochaines données publiées par l'EDM afin d'analyser si cette tendance se poursuit avec un nombre encore plus élevé d'observations, et de regarder les effets de long terme de ces politiques.

APPENDICE A

STATISTIQUES DESCRIPTIVES DES VARIABLES UTILISÉES DANS LES RÉGRESSIONS ET DESCRIPTION DES ÉCHANTILLONS

Tableau A.1 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2000.

Sigles	Description	Population (données pondérées)		
		QC	RdC	Total
MONO 0-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	367415	957370	1324785
MONO 0-5	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	110353	342840	453193
MONO 0-10	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 10 ans.	212875	619006	831881
MONO 11-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	154540	338364	492904

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.2 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2001-2004.

Sigles	Description	Population (données pondérées)		
		QC	RdC	Total
MONO 0-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	362053	1025236	1387289
MONO 0-5	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	98813	295732	394545
MONO 0-10	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 10 ans.	204418	572072	776490
MONO 11-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	157635	453164	610799

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.3 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de mères monoparentales avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2005-2009.

Sigles	Description	Population (données pondérées)		
		QC	RdC	Total
MONO 0-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	500922	1115966	1616888
MONO 0-5	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	107765	293546	401311
MONO 0-10	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 0 à 10 ans.	274297	605268	879565
MONO 11-17	Ménages composés de mères monoparentales âgées de 21 à 59 ans avec au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	226625	510698	737323

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.4 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 1997-2000.

Sigles	Description	Population (données pondérées)		
		QC	RdC	Total
COUPLES 0-17	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	2793905	8570811	11364716
COUPLES 0-5	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	1257441	3691437	4948878
COUPLES 0-12	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 12 ans.	2206379	6619639	8826018
COUPLES 6-12	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 6 à 12 ans.	948938	2928202	3877140
COUPLES 11-17	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	839778	2747321	3587099

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.5 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2001-2004.

Sigles	Description	Population (données pondérées)		
		QC	RdC	Total
COUPLES 0-17	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	2690203	8752546	11442749
COUPLES 0-5	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	1110541	3526153	4636694
COUPLES 0-12	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 12 ans.	2125476	6626290	8751766
COUPLES 6-12	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 6 à 12 ans.	1014935	3100137	4115072
COUPLES 11-17	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	875360	2993016	3868376

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.6 Échantillon et sous-échantillons des ménages composés de couples avec enfants à charge, Québec et reste du Canada. 2005-2009.

Sigles	Description	Population (données pondérées)		
		QC	RdC	Total
COUPLES 0-17	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 17 ans.	3085700	10333073	13418773
COUPLES 0-5	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 5 ans.	1395519	4225374	5620893
COUPLES 0-12	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 0 à 12 ans.	2336212	7782252	10118464
COUPLES 6-12	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 6 à 12 ans.	940693	3556878	4497571
COUPLES 11-17	Couples dont la femme est âgée entre 21 et 59 ans ayant au moins un enfant à charge de 11 à 17 ans.	1015118	3537612	4552730

Source : Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.7 Moyenne des variables de contrôle utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.

Année	Population (N)	âge du répondant	âge de la mère	Nombre d'enfants entre 0-4 ans		Nombre d'enfants entre 5-14 ans		Nombre d'enfants entre 15-19 ans	Centre urbain 1 000 000 et plus (urb1)	Centre urbain 1 moins de 30 000 (urb6)
				4 ans	14 ans	5-14 ans	15-19 ans			
				Québec						
1997	101489	37,9	37,9	0,29	1,01	0,38	0,51	0,08		
1998	94372	37,3	37,3	0,29	0,95	0,46	0,62	0,06		
1999	83421	37,7	37,7	0,22	0,98	0,46	0,54	0,05		
2000	88133	38,6	38,6	0,23	1,14	0,33	0,52	0,15		
2001	92843	38,6	38,6	0,23	1,02	0,41	0,56	0,12		
2002	88169	38,3	38,3	0,24	0,92	0,44	0,46	0,14		
2003	95217	39,0	39,0	0,21	1,13	0,46	0,53	0,04		
2004	85824	38,7	38,7	0,32	0,77	0,40	0,70	0,10		
2005	85054	38,7	38,7	0,23	1,07	0,49	0,52	0,10		
2006	104785	38,0	38,0	0,20	1,02	0,40	0,42	0,16		
2007	109698	39,6	39,6	0,20	0,95	0,63	0,42	0,08		
2008	93845	39,8	39,8	0,20	1,06	0,42	0,55	0,11		
2009	107540	38,9	38,9	0,22	1,15	0,37	0,50	*		
(1997-2009)	1230390	38,5	38,5	0,24	1,01	0,43	0,54	0,10		
				Reste du Canada						
1997	273268	36,7	36,7	0,36	1,01	0,39	0,30	0,11		
1998	235619	37,0	37,0	0,34	1,18	0,39	0,29	0,13		
1999	228371	36,9	36,9	0,33	1,15	0,50	0,27	0,12		
2000	220112	36,5	36,5	0,38	1,01	0,49	0,25	0,12		
2001	257606	38,9	38,9	0,22	0,90	0,57	0,31	0,12		
2002	252461	37,2	37,2	0,33	1,10	0,36	0,33	0,12		
2003	261734	38,7	38,7	0,28	1,05	0,47	0,22	0,08		
2004	253435	39,4	39,4	0,26	1,10	0,50	0,40	0,08		
2005	197771	38,3	38,3	0,24	1,02	0,51	0,22	0,11		
2006	252978	39,5	39,5	0,28	1,04	0,51	0,39	0,11		
2007	215069	38,8	38,8	0,26	1,05	0,60	0,30	0,12		
2008	228537	39,0	39,0	0,30	0,99	0,66	0,32	0,13		
2009	221611	39,4	39,4	0,26	1,02	0,53	0,33	*		
(1997-2009)	3098572	38,2	38,2	0,29	1,05	0,50	0,30	0,11		

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM. Notes: * nombre non pondéré inférieur à 5

Tableau A.8 Moyenne des variables biens durables utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.

Année	Population (N)	Cellulaire	Ordinateur	Internet	Nombre télévisions	Laveuse	Sécheuse	Air climatisé	Lave-Vaisselle	Nombre véhicules propriétaire	Véhicules en location
Québec											
1997	101489	*	0,33	0,06	1,58	*	*	0,09	0,42	0,63	0,05
1998	94372	0,07	0,36	0,15	1,67	*	*	0,09	0,35	0,51	0,10
1999	83421	0,14	0,39	0,21	1,81	*	*	0,10	0,41	0,56	0,08
2000	88133	0,22	0,53	0,36	1,89	*	*	0,11	0,43	0,56	0,09
2001	92843	0,28	0,62	0,54	1,85	*	*	0,16	0,31	0,55	0,06
2002	88169	0,42	0,66	0,57	1,80	*	*	0,11	0,42	0,67	0,10
2003	95217	0,38	0,68	0,53	2,02	*	*	0,20	0,43	0,64	0,13
2004	85824	0,41	0,68	0,49	1,85	*	*	0,18	0,39	0,57	0,15
2005	85054	0,64	0,81	0,71	2,06	*	*	0,26	0,64	0,64	0,14
2006	104785	0,69	0,79	0,68	2,08	*	*	0,22	0,45	0,73	0,07
2007	109698	0,70	0,84	0,78	2,31	*	*	0,29	0,55	0,70	0,18
2008	93845	0,90	0,88	0,86	2,21	*	*	0,24	0,62	0,60	0,20
2009	107540	0,78	0,87	0,83	2,29	*	*	0,37	0,41	0,59	0,16
(1997-2009)	1230390	0,47	0,65	0,52	1,96	*	*	0,19	0,45	0,61	0,12
Reste du Canada											
1997	273268	*	0,37	0,10	1,63	*	*	0,23	0,29	0,64	0,03
1998	235619	0,18	0,40	0,18	1,74	*	*	0,23	0,33	0,68	0,03
1999	228371	0,26	0,57	0,34	1,87	*	*	0,31	0,33	0,63	0,08
2000	220112	0,38	0,59	0,40	1,75	*	*	0,25	0,30	0,64	0,03
2001	257606	0,46	0,64	0,48	1,92	*	*	0,32	0,35	0,75	0,06
2002	252461	0,50	0,69	0,53	1,97	*	*	0,39	0,36	0,63	0,06
2003	261734	0,54	0,74	0,60	2,08	*	*	0,35	0,37	0,67	0,04
2004	253435	0,58	0,73	0,58	2,13	*	*	0,38	0,39	0,77	0,07
2005	197771	0,70	0,77	0,68	2,18	*	*	0,29	0,41	0,74	0,06
2006	252978	0,79	0,86	0,77	2,28	*	*	0,44	0,39	0,76	0,05
2007	215069	0,79	0,87	0,80	2,34	*	*	0,35	0,38	0,71	0,06
2008	228537	0,83	0,91	0,84	2,34	*	*	0,44	0,47	0,78	0,05
2009	221611	0,82	0,91	0,85	2,23	*	*	0,39	0,41	0,74	0,03
(1997-2009)	3098572	0,57	0,70	0,55	2,04	*	*	0,34	0,37	0,70	0,05

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM. Notes: * nombre non pondéré inférieur à 5

Tableau A.9 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (1)

Année	Variables postes de dépenses Population (N)	Éducation	Nourriture (total)	Transport		Vêtements (total)	Tabac et Alcool		Jeux
				(Total)	Québec		(Total)	Alcool	
1997	101489	377	2813	1342	978	605	66		
1998	94372	288	2710	1453	782	600	38		
1999	83421	444	2950	1567	842	554	59		
2000	88133	263	2960	1637	959	630	92		
2001	92843	258	3028	1504	885	525	53		
2002	88169	375	3044	1943	1125	448	69		
2003	95217	400	3018	2430	943	474	47		
2004	85824	402	2867	2069	964	381	26		
2005	85054	382	3245	2428	1298	431	51		
2006	104785	460	3065	2089	1529	328	21		
2007	109698	290	3502	2244	1320	460	84		
2008	93845	376	3715	2304	1333	373	194		
2009	107540	526	2793	2214	1249	491	62		
(1997-2009)	1230390	372	3055	1940	1093	485	66		
				Reste du Canada					
1997	273268	484	2376	1815	801	453	53		
1998	235619	328	2585	1522	838	404	81		
1999	228371	440	2578	1827	918	414	48		
2000	220112	457	2630	1953	973	407	59		
2001	257606	581	2868	2150	1185	516	57		
2002	252461	533	2737	2224	1116	422	49		
2003	261734	509	2626	1977	1078	410	44		
2004	253435	462	2889	2413	1139	413	42		
2005	197771	340	2844	2503	1011	443	47		
2006	252978	797	3091	2686	1491	360	44		
2007	215069	341	2873	2332	1521	337	22		
2008	228537	406	2745	2361	1297	384	39		
2009	221611	434	2623	2448	1225	312	30		
(1997-2009)	3098572	470	2728	2170	1122	406	47		

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.10 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de mères monoparentales avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (2)

Variables postes de dépenses	Santé	Ameublement	Entretien ménager	Loyer	Lecture	Loisir
Année						
Population (N)						
1997	370	424	1144	4091	95	617
1998	382	444	1063	3672	80	727
1999	438	424	1231	3974	75	783
2000	509	482	1183	3844	82	1012
2001	464	472	1268	3763	96	1002
2002	588	649	1388	3932	88	1275
2003	580	695	1392	4137	72	1015
2004	552	590	1425	4317	73	1192
2005	706	739	1499	4264	95	1671
2006	530	1098	1530	4270	70	1880
2007	728	745	1523	4311	87	1888
2008	729	738	1736	5301	79	1890
2009	649	688	1678	4783	67	2778
(1997-2009)	556	630	1389	4205	81	1364
			Reste du Canada			
1997	364	472	1246	4629	85	650
1998	381	588	1296	4774	91	756
1999	372	496	1479	4921	102	1063
2000	406	581	1424	4743	85	1118
2001	442	632	1616	5032	86	1252
2002	518	834	1614	5514	118	1337
2003	463	583	1591	4835	96	1286
2004	468	648	1568	5745	81	1378
2005	447	649	1589	4900	73	1582
2006	597	916	1862	5645	106	2248
2007	586	826	1768	5157	76	2093
2008	524	603	1627	5009	72	2252
2009	449	587	1618	4653	54	1926
(1997-2009)	463	647	1561	5043	87	1457

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.11 Moyenne des variables de contrôle utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.

Année	Population (N)	âge du répondant	âge de la mère	Nombre d'enfants entre 0-		Nombre d'enfants entre 15-19 ans	Centre urbain 1		Centre urbain moins de 30 000 (urb6)
				4 ans	5-14 ans		000 000 et plus (urb1)	000 (urb6)	
Québec									
1997	695948	38,8	36,6	0,52	1,05	0,42	0,50	0,08	0,08
1998	701780	39,0	37,1	0,46	1,11	0,40	0,49	0,08	0,08
1999	706145	39,1	37,4	0,51	1,12	0,33	0,48	0,09	0,09
2000	690032	38,9	37,3	0,47	1,18	0,33	0,49	0,08	0,08
2001	682029	39,1	37,1	0,45	1,05	0,40	0,52	0,08	0,08
2002	679030	39,2	37,4	0,46	1,12	0,45	0,53	0,08	0,08
2003	671282	39,7	37,9	0,43	1,08	0,42	0,52	0,08	0,08
2004	657862	39,1	37,4	0,47	1,10	0,43	0,48	0,11	0,11
2005	691165	40,5	38,6	0,47	0,98	0,47	0,53	0,09	0,09
2006	591835	39,6	38,1	0,52	1,04	0,39	0,51	0,08	0,08
2007	574243	40,4	38,6	0,46	1,01	0,42	0,55	0,10	0,10
2008	624166	39,3	37,5	0,56	0,94	0,42	0,51	0,10	0,10
2009	604291	40,8	38,5	0,59	0,98	0,40	0,50	0,14	0,14
(1997-2009)	8569808	39,5	37,7	0,49	1,06	0,41	0,51	0,09	0,09
Reste du Canada									
1997	2115808	38,6	37,2	0,48	1,10	0,46	0,31	0,09	0,09
1998	2092831	38,8	37,3	0,52	1,09	0,44	0,31	0,09	0,09
1999	2163377	39,2	37,7	0,50	1,10	0,45	0,30	0,09	0,09
2000	2198795	39,2	37,8	0,48	1,10	0,43	0,32	0,09	0,09
2001	2225486	39,5	38,0	0,46	1,10	0,47	0,32	0,09	0,09
2002	2189323	39,8	38,5	0,46	1,05	0,50	0,33	0,08	0,08
2003	2165206	40,0	38,7	0,45	1,06	0,48	0,33	0,08	0,08
2004	2172531	39,6	38,3	0,47	1,09	0,45	0,33	0,09	0,09
2005	2178929	39,8	38,6	0,47	1,08	0,44	0,34	0,10	0,10
2006	1989771	40,4	39,1	0,46	1,03	0,49	0,33	0,10	0,10
2007	1977268	41,3	39,8	0,40	1,08	0,54	0,36	0,08	0,08
2008	2061296	40,3	38,8	0,50	1,09	0,43	0,35	0,10	0,10
2009	2125809	41,1	39,4	0,52	1,03	0,52	0,36	0,09	0,09
(1997-2009)	27656430	39,8	38,4	0,48	1,08	0,47	0,33	0,09	0,09

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.12 Moyenne des variables biens durables utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année.

Année	Population (N)	Cellulaire	Ordinateur	Internet	Nombre télévisions	Laveuse	Sécheuse	Air climatisé	Lave-Vaisselle	Nombre véhicules propriétaire	Véhicules en location
1997	695948	0,15	0,51	0,19	2,06	0,96	0,94	0,21	0,70	1,35	0,15
1998	701780	0,25	0,59	0,29	2,14	0,95	0,93	0,23	0,71	1,28	0,18
1999	706145	0,30	0,62	0,39	2,14	0,97	0,95	0,23	0,71	1,32	0,20
2000	690032	0,40	0,68	0,55	2,24	0,95	0,94	0,24	0,70	1,40	0,18
2001	682029	0,52	0,76	0,66	2,17	0,97	0,95	0,27	0,76	1,38	0,19
2002	679030	0,56	0,86	0,72	2,41	0,95	0,94	0,36	0,72	1,40	0,21
2003	671282	0,62	0,83	0,72	2,30	0,95	0,92	0,33	0,73	1,41	0,20
2004	657862	0,66	0,89	0,76	2,47	0,97	0,94	0,32	0,79	1,42	0,26
2005	691165	0,68	0,89	0,81	2,44	0,97	0,94	0,43	0,80	1,49	0,21
2006	591835	0,72	0,94	0,88	2,59	0,96	0,95	0,44	0,82	1,46	0,25
2007	574243	0,79	0,95	0,89	2,48	0,97	0,94	0,49	0,80	1,43	0,19
2008	624166	0,81	0,94	0,89	2,50	0,96	0,94	0,48	0,78	1,37	0,29
2009	604291	0,83	0,96	0,96	2,62	0,96	0,93	0,51	0,82	1,59	0,20
(1997-2009)	8569808	0,56	0,80	0,67	2,35	0,96	0,94	0,35	0,76	1,41	0,21
						Reste du Canada					
1997	2115808	0,34	0,66	0,30	2,09	0,93	0,91	0,38	0,65	1,57	0,11
1998	2092831	0,39	0,70	0,42	2,14	0,93	0,91	0,41	0,66	1,60	0,11
1999	2163377	0,48	0,77	0,55	2,19	0,92	0,91	0,43	0,65	1,60	0,11
2000	2198795	0,61	0,81	0,67	2,22	0,92	0,90	0,43	0,67	1,57	0,13
2001	2225486	0,66	0,86	0,75	2,29	0,91	0,90	0,44	0,67	1,58	0,14
2002	2189323	0,71	0,88	0,79	2,37	0,91	0,90	0,45	0,70	1,62	0,15
2003	2165206	0,71	0,90	0,81	2,38	0,93	0,92	0,47	0,70	1,62	0,13
2004	2172531	0,77	0,91	0,84	2,54	0,92	0,91	0,50	0,70	1,60	0,13
2005	2178929	0,83	0,93	0,88	2,54	0,92	0,91	0,53	0,73	1,60	0,15
2006	1989771	0,87	0,96	0,92	2,68	0,92	0,92	0,56	0,74	1,58	0,18
2007	1977268	0,90	0,97	0,95	2,63	0,93	0,93	0,56	0,76	1,65	0,15
2008	2061296	0,90	0,96	0,93	2,56	0,91	0,90	0,58	0,74	1,56	0,15
2009	2125809	0,94	0,97	0,95	2,60	0,89	0,90	0,57	0,73	1,69	0,10
(1997-2009)	27656430	0,70	0,87	0,75	2,40	0,92	0,91	0,49	0,70	1,60	0,13

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.13 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (1)

Année	Variables postes de dépenses Population (N)	Éducation	Nourriture		Transport		Vêtements		Tabac et		Jeux
			(total)	(Total)	(Total)	(total)	Alcool	(total)			
1997	695948	308	3088	2654	1075	649	79				
1998	701780	319	3199	2714	1098	674	84				
1999	706145	351	3207	3035	1094	615	71				
2000	690032	320	3071	2864	1051	558	73				
2001	682029	324	3209	3039	1110	688	81				
2002	679030	338	3296	3303	1156	629	75				
2003	671282	389	3270	3466	1199	540	59				
2004	657862	408	3261	3546	1234	466	58				
2005	691165	428	3303	3293	1342	429	59				
2006	591835	456	3248	3629	1378	470	63				
2007	574243	490	3302	3362	1407	432	39				
2008	624166	409	3227	3407	1374	393	34				
2009	604291	397	3038	4077	1431	351	38				
(1997-2009)	8569808	380	3209	3261	1227	530	62				
				Reste du Canada							
1997	2115808	447	2809	3183	1073	554	77				
1998	2092831	481	2866	3369	1067	564	85				
1999	2163377	454	2962	3459	1113	575	90				
2000	2198795	466	3018	3715	1120	537	83				
2001	2225486	502	2992	3751	1184	532	80				
2002	2189323	562	3015	4131	1224	542	65				
2003	2165206	574	2993	3663	1220	471	70				
2004	2172531	548	2972	3551	1265	450	63				
2005	2178929	657	3070	3828	1315	415	64				
2006	1989771	596	3098	4076	1576	426	71				
2007	1977268	493	3013	3866	1518	385	58				
2008	2061296	527	2998	4111	1572	385	59				
2009	2125809	567	2782	4326	1542	385	57				
(1997-2009)	27656430	529	2968	3771	1291	479	71				

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

Tableau A.14 Moyenne des variables postes de dépenses utilisées dans les régressions pour l'échantillon des ménages composés de couples avec enfants, Québec et reste du Canada, par année. (2)

Année	Population (N)	Santé	Ameublement	Entretien ménage	Loyer	Lecture	Loisir
1997	695948	452	551	1123	4050	100	908
1998	701780	514	603	1187	3946	101	1118
1999	706145	571	535	1164	4090	107	1183
2000	690032	579	609	1109	3858	88	1356
2001	682029	624	659	1154	4168	84	1408
2002	679030	695	650	1159	4187	91	1451
2003	671282	714	793	1327	4318	106	1783
2004	657862	709	759	1377	4170	96	1827
2005	691165	725	873	1355	4420	89	2215
2006	591835	776	915	1506	4518	90	2487
2007	574243	855	792	1477	4428	83	2681
2008	624166	706	873	1406	4608	75	2397
2009	604291	763	892	1472	5119	71	2696
(1997-2009)	8569808	668	731	1294	4299	91	1809
				Reste du Canada			
1997	2115808	519	681	1305	5153	121	1145
1998	2092831	526	785	1343	5234	127	1235
1999	2163377	530	768	1404	5239	122	1324
2000	2198795	543	790	1423	5275	124	1507
2001	2225486	560	837	1451	5303	116	1716
2002	2189323	601	928	1497	5646	114	1913
2003	2165206	582	864	1499	5646	116	1900
2004	2172531	610	928	1490	5633	108	2112
2005	2178929	632	1022	1660	5887	104	2544
2006	1989771	706	1195	1762	5905	103	2874
2007	1977268	630	1010	1721	6002	90	2846
2008	2061296	661	1064	1719	6048	95	3337
2009	2125809	619	1016	1783	5996	87	3409
(1997-2009)	27656430	594	914	1543	5613	110	2143

Source: Calcul de l'auteur à partir des micro-données pondérées de l'EDM.

RÉFÉRENCES

- Angrist, Joshua et Jörn-Steffen Pischke. 2009. « Mostly Harmless Econometrics : An Empiricist's Companion ». Princeton : Princeton University Press.
- Baker, Michael, Jonathan Gruber et Kevin Milligan. 2008. « Universal childcare, maternal labor supply, and family well-being ». *Journal of Political Economy*, vol. 116, no 4, août, p.709-745.
- Brzozowski, Matthew. 2005. « Welfare Reforms and the Living Standards of Single Mothers : Evidence from Canadian Provinces ». No 200510, University of Western Ontario, Economic Policy Research Institute Working Paper.
- Brzozowski, Matthew et Thomas F. Crossley. 2011. « Viewpoint : Measuring the well-being of the poor with income or consumption : a Canadian perspective ». *Canadian Journal of Economics*, vol. 44, issue 1, février, pp. 88-106.
- Deaton, Angus et Salman Zaidi. 2002. « Guidelines for Constructing Consumption Aggregates for Welfare Analysis ». World Bank Publications, The World Bank, number 14101, March.
- Gould, W. 1997. « sg70 : Interquartile and simultaneous-quantile regression ». *Stata Technical Bulletin* 38 : 14-22. Reprinted in *Stata Technical Bulletin Reprints*, vol. 7, pp. 167-176. College Station, TX : Stata Press.
- Gould, W. W. 1992. « sg11.1 : Quantile regression with bootstrapped standard errors ». *Stata Technical Bulletin* 9 : 19-21. Reprinted in *Stata Technical Bulletin Reprints*, vol. 2, pp. 137-139. College Station, TX : Stata Press.
- Gregg, Paul, Jane Waldfogel et Elizabeth Washbrook. 2005. « Expenditure Patterns Post-Welfare Reform in the UK : Are Low-Income Families Starting to Catch Up »? Department of Economics Working Papers No. 05/119. University of Bristol.
- Haeck, Catherine, Pierre Lefebvre and Philip Merrigan. 2013. « The impact of a universal low-fee childcare program on the distribution of income and expenditures within the family ».
- Haeck, Catherine, Pierre Lefebvre and Philip Merrigan. 2013b. « The distributional impacts of a universal school reform on mathematical achievements : A natural experiment from Canada ». Updated July 2013.

- Haeck Catherine, Pierre Lefebvre Philip Merrigan. 2013a. « Canadian Evidence on Ten Years of Universal Preschool Policies : The Good and the Bad ». Updated and revised June 2013.
- Institut de la statistique du Québec. 2011. Voir Institut de la statistique du Québec, Faible revenu, Tableaux, « Taux de faible revenu, MFR-seuils après impôt, ménages, Québec, 1996-2011 ».
- Lefebvre, Pierre et Philip Merrigan. 2008. « Child-care policy and the labor supply of mothers with young children : a natural experiment from Canada ». *Journal of Labor Economics*, vol. 26, no 3, août, p.519-548.
- Lefebvre, Pierre, Philip Merrigan et Matthieu Verstraete. 2009. « Dynamic Labour Supply Effects of Childcare Subsidies : Evidence from a Canadian Natural Experiment on Universal Child Care ». *Labour Economics*, 2009, 15(5) : 461-598. [Version révisée du Working Paper CIRPÉE : 08-24 <http://www.cirpee.org>]
- Lefebvre, Pierre, Philip Merrigan et Francis Roy-Desrosiers. 2012. « Québec's child-care universal low fees policy 10 years after : positive and negative effects, costs and limited benefits ». CIRPÉE-UQAM, Révision du cahier de recherche 1101, janvier.
- Meyer, B.D., Rosenbaum, D.T. 2000. « Making single mothers work : recent changes in tax and welfare policy and their effects ». *National Tax Journal* 53 (4, Pt. 2), 1027- 1062.
- Meyer, B.D., Sullivan, J.X. 2001. « The effects of welfare and tax reform : the living conditions of single mothers in the 1980s and 1990s ». NBER Working Paper No. 8298, May.
- Meyer, B.D., Rosenbaum, D.T. 2001. « Welfare, the earned income tax credit, and the labor supply of single mothers ». *Quarterly Journal of Economics* CXVI, 1063-1114.
- Meyer, B.D., and J.X. Sullivan. 2003. « Measuring the well-being of the poor using income and consumption ». NBER Working Papers 9760, National Bureau of Economic Research, Inc.
- Meyer, B.D., and J.X. Sullivan. 2004. « The effects of welfare and tax reform : the material well-being of single mothers in the 1980s and 1990s ». *Journal of Public Economics*, Elsevier, vol. 88, pp. 1387-1420, July.
- Meyer, B.D., and J.X. Sullivan. 2008. « Changes in the consumption, income, and well-being of single mother headed families ». *American Economic Review*, vol.98, pp. 2221-41, December.
- Meyer, B., et J. Sullivan. 2009. « Five decades of consumption and income poverty ». Working Paper 14827, National Bureau of Economic Research, Inc.

- Meyer, B., et J. Sullivan. 2011. « Viewpoint : Further results on measuring the well-being of the poor using income and consumption ». *Canadian Journal of Economics*, Vol. 44, No. 1, 52-87.
- Milligan, K. 2008. « The Evolution of Elderly Poverty in Canada ». *Canadian Public Policy*, University of Toronto Press, Vol. 34(s1), pp.79-94, November.
- Ministère des Finances du Québec. 2004. Voir Gouvernement du Québec, Ministère des Finances, Budget 2004-2005 - Réduction d'impôt.
- Ministère des Finances du Québec. 2009. Voir Gouvernement du Québec, Ministère des Finances, Nudget 2008-2009, « La politique familiale du Québec : où en sommes-nous » ?
- Statistique Canada. 2011. « Tableau 202-0802 - Personnes vivant dans des familles à faible revenu, selon la région géographique et la base du seuil de faible revenu, annuel », CANSIM (base de données). Récupéré à partir de <http://cansim2.statcan.gc.ca/>
- Statistique Canada. 2008. Comptes économiques provinciaux de 2008-4-28 et Ressources humaines et Développement des compétences Canada. « Le faible revenu au Canada de 2000-2006 selon la mesure du panier de consommation ».